CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

DÉPENSES ET ACTIVITÉS DES COMITÉS
DU 1ER AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018

RAPPORT DU COMITÉ DE LIAISON

LA PRÉSIDENTE
L'HON. JUDY A. SGRO, C.P., DÉPUTÉE

42e LÉGISLATURE, 1re SESSION

JUIN 2018

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes du Canada à l'adresse suivante : http://www.noscommunes.ca

COMITÉ DE LIAISON

PRÉSIDENTE

L'hon Judy A. Sgro

VICE-PRÉSIDENT

Tom Lukiwski

MEMBRES

Harold Albrecht
L'hon. Larry Bagnell
Bill Casey
Julie Dabrusin
L'hon. Wayne Easter
Neil R. Ellis
L'hon. Mark Eyking
Pat Finnigan
Stephen Fuhr
Anthony Housefather
Bernadette Jordan
James Maloney
Bryan May
L'hon. John McKay
L'hon. MaryAnn Mihychuk
L'hon. Robert D. Nault
Robert Oliphant
L'hon. Denis Paradis
Dan Ruimy
Deborah Schulte
Gagan Sikand
L'hon. Kevin Sorenson
Karen Vecchio
Bob Zimmer

GREFFIER DU COMITÉ

Ian McDonald

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Service d'information et de recherche parlementaires

Marcus Pistor

COMITÉ DE LIAISON

a l'honneur de présenter son

HUITIÈME RAPPORT

Conformément à l'article 107(3) du Règlement, le Comité a convenu de faire rapport de ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION ---- 3

COMITÉS PERMANENTS ---- 4

COMITÉ PERMANENT DE L'ACCÈS À L'INFORMATION, DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE L'ÉTHIQUE (ETHI) ---- 4

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE (AGRI) ---- 7

COMITÉ PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN (CHPC) ---- 10

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (CIMM) ---- 12

COMITÉ PERMANENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ENVI) ---- 14

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES (FINA) ---- 17

COMITÉ PERMANENT DES PÊCHES ET DES OCÉANS (FOPO) ---- 20

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (FAAE) ---- 23

COMITÉ PERMANENT DES OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (OGGO) ---- 27

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ (HESA) ---- 30

COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES HUMAINES, DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES (HUMA) ---- 33

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (INAN) ---- 35

COMITÉ PERMANENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE (INDU) ---- 38

COMITÉ PERMANENT DU COMMERCE INTERNATIONAL (CIIT) ---- 41

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE (JUST) ---- 45

COMITÉ PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE (NDDN) ---- 48

COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES NATURELLES (RNNR) ---- 51

COMITÉ PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES (LANG) ---- 54

COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE (PROC) ---- 57

COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS (PACP) ---- 60

COMITÉ PERMANENT DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE (SECU) ---- 63

COMITÉ PERMANENT DE LA CONDITION FÉMININE (FEWO) ---- 66

COMITÉ PERMANENT DES TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS (TRAN) ---- 68

COMITÉ PERMANENT DES ANCIENS COMBATTANTS (ACVA) ---- 71

COMITÉ DE LIAISON (LIAI) ---- 74

COMITÉS MIXTES ---- 77

COMITÉ MIXTE PERMANENT DE LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT (BILI) ---- 77

COMITÉ MIXTE PERMANENT DE L'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION (REGS) ---- 79

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS ET DÉPENSES DES COMITÉS ---- 81

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR COMITÉ (1ER AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018) ---- 81

SOMMAIRE DES DÉPENSES DES COMITÉS (1ER AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018) ---- 85

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS (1ER AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018) ---- 87

TABLEAU 1 – SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS (EN MILLIERS DE DOLLARS) ---- 87

TABLEAU 2 – DÉPENSES DES COMITÉS PAR MOIS (EN MILLIERS DE DOLLARS) ---- 88

SOMMAIRE DES DÉPENSES DES COMITÉS POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES FINANCIERS ---- 89

ENVELOPPE GLOBALE DES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ---- 89
TABLEAU 3 – COMPARAISON DE L'ENVELOPPE GLOBALE DES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ---- 89
TABLEAU 4 – COMPARAISON DES DÉPENSES DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ---- 90
SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DES COMITÉS POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES FINANCIERS ---- 91
RÉUNIONS DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ---- 91
TABLEAU 5 – COMPARAISON DU NOMBRE DE RÉUNIONS DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ---- 91
RAPPORTS DE COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ---- 92
TABLEAU 6 – COMPARAISON DU NOMBRE DE RAPPORTS DE COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ---- 92
TÉMOINS DE COMITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ---- 93
TABLEAU 7 – COMPARAISON DU NOMBRE DE TÉMOINS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ---- 93
RÉUNIONS DES COMITÉS PAR TYPE D'ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ---- 94
RAPPORTS DE COMITÉS PAR TYPE D'ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ---- 95

INTRODUCTION

Chaque année, les comités parlementaires entreprennent de nombreuses études à partir des mandats permanents ou ponctuels qui leur sont confiés par la Chambre des communes. Par exemple, ils étudient les projets de loi et peuvent les modifier avant d'en faire rapport à la Chambre des communes. Ils sont impliqués dans le processus financier en étudiant les budgets de dépenses, les rapports sur les plans et priorités et le rendement. Ils participent aussi à l'examen des nominations par décret en convoquant les intéressés. En outre, les comités peuvent lancer leurs propres études sur des enjeux liés à leurs mandats. En procédant à ces études, les comités entendent des témoins et font la plupart du temps rapport de leurs constatations et recommandations à la Chambre. De par leur nombre et l'ampleur de leurs responsabilités, il est clair que les comités jouent un rôle essentiel dans les travaux de la Chambre des communes.

Le Comité de liaison, composé d'office des présidents de tous les comités permanents et des députés qui coprésident les comités mixtes permanents, a le mandat permanent d'étudier les questions administratives concernant le système des comités permanents. Il est chargé principalement de répartir entre les comités permanents les fonds prévus pour eux par le Bureau de régie interne. À ce titre, une enveloppe globale pour les activités des comités de 4 millions de dollars pour l'exercice 2017-2018 a été mise à la disposition des comités pour financer leur fonctionnement, leurs études, leurs déplacements et les services d'experts.

Les *Rapports sur les dépenses et activités des comités*, préparés trois fois par exercice financier par le Comité de liaison, viennent présenter de façon cumulative de l'information financière sur les dépenses des comités, ainsi que sur les études entreprises. Lorsque requis, ils comprennent également de l'information sur les comités spéciaux, financés directement par le Bureau de régie interne. Ils servent de mécanismes essentiels de reddition de compte et de responsabilisation visant non seulement les activités, mais également l'utilisation des ressources mises à la disposition des comités.. En résumant et en consolidant des données concernant le nombre de réunions, d'heures de réunion, de rapports et de témoins pour chacun des comités, ils rendent aussi disponible au lecteur, dans un langage et un format dont le but est de l'aider à mieux comprendre le travail des comités, un portrait concis de leur mandat, de leurs activités, et dépenses. Ils viennent s'ajouter aux nombreux autres rapports mis à la disposition des Canadiens sur la page Web du Bureau de la régie interne

Au cours de cet exercice financier, les dépenses des comités permanents, mixtes, spéciaux et législatifs ont atteint 2,55 millions de dollars, les comités conduisant de nombreuses études au cours desquelles ils ont entendu 4 847 témoins au cours de 1 240 réunions et présenté à la Chambre 196 rapports. En outre, le Comité de liaison a donné son aval en mai 2017 à une initiative visant la présence des comités sur les médias sociaux. Des comptes Twitter dédiés aux comités ont été créés pour chaque langue officielle et ont depuis diffusé plus de 1500 gazouillis chacun. Ils comptent maintenant plus de 4000 abonnés.

Nous espérons que le présent rapport, couvrant la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018, fournira de l'information utile et concise sur le travail des comités, permettant d'apprécier le travail qu'ils font au nom des Canadiens.

Pour tout autre renseignement, veuillez s'il-vous-plaît communiquer avec le Comité de liaison à LIAI@parl.gc.ca.

COMITÉS PERMANENTS

COMITÉ PERMANENT DE L'ACCÈS À L'INFORMATION, DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE L'ÉTHIQUE (ETHI)

MANDAT

Le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique étudie les questions relatives au Commissariat à l'information du Canada, au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, au Commissariat au lobbying du Canada et certaines questions relatives au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.

Entre le 1er avril et le 31 août 2017, le Comité a poursuivi et terminé son examen de la *Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada* (LCISC). Un rapport sur ce sujet, le cinquième du Comité, a été présenté à la Chambre le 1er mai. Une réponse du gouvernement a été présentée en Chambre le 20 juin. Le Comité a aussi étudié les crédits du *Budget principal des dépenses 2017-2018* qui lui ont été renvoyés par la Chambre. Il y a consacré deux réunions où il a entendu quatre des commissaires concernés avant de présenter un rapport le 10 mai recommandant l'adoption des crédits proposés. Le Comité a également continué son étude de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE). Qui plus est, le Comité a tenu une séance d'information avec le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et a entrepris l'étude *Protection des renseignements personnels des Canadiens aux frontières, aéroports et aux États-Unis*. Finalement, à la suite de changements dans la composition du Comité, Karine Trudel a été élue vice-présidente le 9 mai. Ce poste est redevenu vacant à la suite d'un autre changement à la composition du Comité le 1er juin.

Pour la période du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a repris son étude de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE). Le 20 septembre, Bob Zimmer a été élu à la présidence du Comité et Nathan Cullen a été élu second vice-président. Le Comité a examiné le projet de loi C-58, *Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels et d'autres lois en conséquence*, et en a fait rapport à la Chambre avec amendements le 20 novembre. Le Comité a également étudié le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018* et en a fait rapport le 30 novembre. De plus, le Comité s'est penché sur le certificat de nomination de Nancy Bélanger au poste de commissaire au lobbying et le certificat de nomination de Mario Dion comme commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique. Il a recommandé à la Chambre d'entériner les deux nominations en présentant un rapport à cette fin les 7 et 13 décembre respectivement. Le Comité a aussi tenu une séance d'information avec Equifax Canada et commencé une étude sur la neutralité du Net. Finalement, l'étude *Protection des renseignements personnels des Canadiens aux frontières, aéroports et aux États-Unis* s'est terminée, et un rapport, le 10e du Comité, a été présenté en Chambre le 13 décembre.

Entre le 1er janvier et le 31 mars 2018, le Comité a d'abord étudié l'objet du *Rapport Trudeau* de la Commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique. Le 30 janvier, à la suite d'un changement dans la composition du Comité, Charlie Angus a été élu second vice-président. Le Comité a aussi complété son étude de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE) et a fait rapport à la Chambre de ses constatations le 28 février. Le Comité a entendu des témoins et entamé l'étude d'un rapport dans le cadre de son étude *La neutralité du Net*. Le Comité a aussi entamé l'étude *Révision de la Loi sur les conflits d'intérêts* ainsi que l'étude *La protection des données personnelles dans les services gouvernementaux numériques*. Enfin, le Comité s'est penché sur le certificat de nomination de Caroline Maynard au poste de commissaire à l'information et a recommandé à la Chambre d'entériner cette nomination en présentant son 13e rapport le 28 février.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président Bob Zimmer

Vice-présidents Nathaniel Erskine-Smith
Charlie Angus

Membres
Frank Baylis
Mona Fortier
Jacques Gourde
L'hon. Peter Kent
Michel Picard
Raj Saini
Anita Vandenbeld

Secrétaire parlementaire (Membre sans droit de vote) Joyce Murray

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	882	-	1 675	2 557
Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDE)	6 700	694	989	8 383
Protection des renseignements personnels des Canadiens aux frontières, aéroports et aux États-Unis	1 140	450	260	1 850
Projet de loi C-58	-	500	348	848
Protection des données personnelles dans les services gouvernementaux numériques	-	1 913	131	2 043
TOTAL[3]	**8 722**	**3 557**	**3 403**	**15 681**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[1]
Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDE) – Washington (D.C.) (États-Unis d'Amérique) 2 au 4 octobre 2017	4	2	8 712	12 099	2 108	631	23 549
TOTAL[1]	**4**	**2**	**8 712**	**12 099**	**2 108**	**631**	**23 549**

[1] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

[2] « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (ETHI)	45	12	10	-	66h07m	129	9
Sous-comité du programme et de la procédure (SETH)[4]	1	-	-	-	0h32m	-	-
TOTAL	**46**	**12**	**10**	**-**	**66h39m**	**129**	**9**

[1] Nombre de réunions télévisées.

[2] Nombre de réunions avec vidéoconférence.

[3] Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

[4] Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

MANDAT

Le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire étudie les projets de loi, les activités et dépenses du gouvernement ainsi que tout sujet touchant le secteur agricole et agroalimentaire canadien.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a complété l'étude *Modifications au Règlement sur la santé des animaux (Transport sans cruauté)* et a entrepris l'étude *Dettes dans le secteur agricole et leurs effets* qui a mené au dépôt du septième rapport du Comité, présenté à la Chambre le 19 juin. Du 17 au 19 mai, le Comité a voyagé à Washington (D.C.) dans le cadre de l'étude *Coopération canado-américaine en matière d'agriculture*; il en a fait le sujet de son sixième rapport déposé à la Chambre, le 12 juin. Le Comité a aussi étudié le *Budget principal des dépenses 2017-2018*. À ce sujet, il a entendu le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ainsi que des fonctionnaires du ministère le 16 mai. Il a aussi tenu deux séances d'information, la première avec le vérificateur général du Canada sur les rapports du printemps 2017, plus particulièrement sur les droits de douane, et la seconde sur la situation de la diarrhée épidémique porcine (DEP) au Canada. Le Comité a aussi entendu des témoignages dans le cadre de l'étude *Barrières non tarifaires à la vente de produits agricoles* et a entrepris l'étude *Politique alimentaire pour le Canada*.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a complété l'étude *Barrières non tarifaires à la vente de produits agricoles* en présentant un huitième rapport à la Chambre le 6 novembre. Il a aussi tenu sept réunions d'audiences relativement à son étude *Politique alimentaire pour le Canada*. Cela a mené à la présentation d'un rapport à la Chambre, le 10e du Comité, le 11 décembre. Il a entrepris également une nouvelle étude, *Changements climatiques et problèmes de conservation de l'eau et des sols*, en tenant quatre réunions sur le sujet. Une réunion, soit celle du 30 novembre, fut consacrée à l'étude du *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018*, et ce, avec le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ainsi que des fonctionnaires du ministère. Finalement, Luc Berthold a été élu vice-président du Comité le 19 septembre 2017, en remplacement de Bev Shipley.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a tenu six réunions supplémentaires relativement à son étude *Changements climatiques et problèmes de conservation de l'eau et des sols* afin d'entendre un total de 38 témoins et d'examiner un projet de rapport. Le 31 janvier, Alistair MacGregor a été élu second vice-président du Comité, en remplacement de Ruth Ellen Brosseau. Le Comité s'est réuni le 7 mars, à la demande de quatre membres et conformément à l'article 106(4) du Règlement, et a convenu de mener l'étude *Retards enregistrés dans le transport des grains*. Finalement, le 21 mars, le Comité a entrepris deux nouvelles études : *Rôle des agences d'inspection des aliments dans le cadre des traités de libre-échange* et *Progrès de la technologie dans le secteur agricole pouvant favoriser les exportations canadiennes*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président	Pat Finnigan	
Vice-présidents	Luc Berthold	
	Alistair MacGregor	
Membres	John Barlow	Lloyd Longfield
	Pierre Breton	Eva Nassif
	Earl Dreeshen	Joe Peschisolido
	Francis Drouin	
Secrétaire parlementaire (Membre sans droit de vote)	Jean-Claude Poissant	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	2 514	2 514
Barrières non tarifaires à la vente de produits agricoles	2 897	-	269	3 167
Dettes dans le secteur agricole et leurs effets	6 842	-	816	7 658
Modifications au Règlement sur la santé des animaux (Transport sans cruauté)	4 983	350	412	5 745
Séance d'information sur la situation de la diarrhée épidémique porcine (DEP) au Canada	5 136	600	222	5 958
Politique alimentaire pour le Canada	6 942	1 431	548	8 921
Changements climatiques et problèmes de conservation de l'eau et des sols	14 442	888	616	15 945
Retards enregistrés dans le transport des grains	4 056	575	402	5 033
Rôle des agences d'inspection des aliments dans le cadre des traités de libre-échange	-	973	43	1 016
TOTAL[3]	**45 298**	**4 817**	**5 842**	**55 957**

[1] Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.
[2] « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.
[3] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.
[4] « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[1]
Coopération canado-américaine en matière d'agriculture – Washington (D.C.) (États-Unis d'Amérique) 17 au 19 mai 2017	6	6	11 284	13 365	3 363	2 084	30 097
TOTAL[1]	**6**	**6**	**11 284**	**13 365**	**3 363**	**2 084**	**30 097**

[1] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.
[2] « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (AGRI)	44	3	9	-	76h15m	190	5
Sous-comité du programme et de la procédure (SAGR)[4]	3	-	-	-	2h19m	-	-
TOTAL	**47**	**3**	**9**	**-**	**78h34m**	**190**	**5**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent du patrimoine canadien étudie les politiques et programmes du ministère du Patrimoine canadien et des organismes faisant partie de ce portefeuille. Ces organismes exercent leurs activités dans les domaines de la culture, du patrimoine et des droits de la personne.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité s'est réuni à 18 reprises. Le Comité a étudié le *Budget principal des dépenses 2017-2018* et en a fait rapport à la Chambre dans son cinquième rapport. Il a complété son étude *Les médias et les communautés locales*, ayant entendu 131 témoins et reçu 13 mémoires (pendant les 16 mois antérieurs) avant de présenter son sixième rapport le 15 juin. Le Comité a convenu d'entreprendre trois nouvelles études : *Participation des autochtones au sport*, *Formes de racisme et de discrimination religieuse systémiques* et *Centres culturels et districts culturels au Canada*.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a poursuivi son étude *Formes de racisme et de discrimination religieuse systémiques* dans le cadre de laquelle il a entendu 78 témoins avant d'entreprendre l'étude d'un projet de rapport. Le 20 septembre, l'hon. Peter Van Loan a été élu premier vice-président du Comité. Le 27 septembre, le Comité a présenté à la Chambre son septième rapport intitulé *Les femmes et filles dans le sport*. Le 2 novembre, le Comité a participé à une séance d'information donnée par l'hon. Mélanie Joly, ministre du Patrimoine canadien, sur la nouvelle politique culturelle du gouvernement. Le Comité a aussi terminé l'étude du projet de loi S-232, *Loi instituant le Mois du patrimoine juif canadien*, et celle du projet de loi S-236, *Loi visant à reconnaître Charlottetown comme le berceau de la Confédération*. Il a renvoyé les deux projets de loi à la Chambre, sans amendement, le 29 novembre 2017.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a terminé son étude *Formes de racisme et de discrimination religieuse systémiques*. Le 1er février 2018, la présidente a déposé le rapport intitulé *Agir contre le racisme systémique et la discrimination religieuse, y compris l'islamophobie*. Le 6 février, Julie Dabrusin a été élue présidente du Comité. Le Comité a poursuivi l'étude *L'état des musées au Canada* et a entrepris une autre étude, *Centres culturels et districts culturels au Canada*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Présidente	Julie Dabrusin	
Vice-présidents	L'hon. Peter Van Loan Pierre Nantel	
Membres	Pierre Breton Anju Dhillon Julie Dzerowicz Jim Eglinski	Richard Hébert Gordie Hogg Martin Shields
Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote)	Sean Casey Stéphane Lauzon	Arif Virani

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	1 563	250	1 192	3 005
Les médias et les communautés locales	-	-	4 290	4 290
Les femmes et filles canadiennes dans le sport	-	-	142	142
Budget principal des dépenses 2017-2018	-	-	173	173
Formes de racisme et de discrimination religieuse systémiques	40 270	1 201	4 402	45 873
L'état des musées au Canada	3 870	3 368	295	7 533
TOTAL[3]	**45 703**	**4 819**	**10 494**	**61 016**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (CHPC)	49	4	7	-	84h16m	127	6
Sous-comité du programme et de la procédure (SCHP)[4]	3	-	-	-	1h59m	-	-
TOTAL	**52**	**4**	**7**	**-**	**86h15m**	**127**	**6**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration étudie les questions liées à l'immigration et à la citoyenneté. Il est chargé de surveiller Citoyenneté et Immigration Canada et la Commission de l'immigration et du statut de réfugiés du Canada, ainsi que la politique fédérale sur le multiculturalisme.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a tenu 14 réunions. Il a poursuivi son étude *Consultants en immigration* et a présenté le 11e rapport sur le sujet, le 16 juin. Le Comité a amorcé l'étude *Projet pilote de 2011 pour les réfugiés LGBTQ*, dans le cadre de laquelle il a tenu quatre réunions et a entendu 14 témoins. Le 12e rapport du Comité, intitulé *Les personnes LGBTQ+ vulnérables à l'étranger : l'appel à l'action du Canada*, a été présenté le 20 juin. Enfin, le Comité a aussi commencé l'étude de la motion M-39, *Immigration au Canada atlantique*, un ordre de renvoi de la Chambre reçu le 2 novembre 2016.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a tenu 24 réunions. Le 21 septembre, il a procédé à l'élection d'un président, Robert Oliphant, et d'une première vice-présidente, l'hon. Michelle Rempel (*in absentia*). Le Comité a poursuivi son étude de la motion M-39, *Immigration au Canada atlantique* et, le 26 octobre, le Comité a soumis son 13e rapport dans lequel il demandait une prolongation de l'échéance prévue dans son ordre de renvoi; la Chambre adoptant le rapport le jour même. Le 9 novembre, le Comité a présenté son 14e rapport intitulé *Immigration au Canada atlantique : en avant vers l'avenir*. Le Comité a aussi entrepris l'étude *La non-admissibilité des immigrants pour des raisons médicales*. Il y a consacré quatre réunions au cours desquelles il a entendu 25 témoins. Le 13 décembre, le Comité a présenté son 15e rapport intitulé *Bâtir un Canada inclusif : Harmoniser la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés aux valeurs modernes*. Le Comité a également commencé l'étude *Réinstallation des filles et des femmes yézidies*.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a tenu 11 réunions. Il a poursuivi l'étude *Réinstallation des filles et des femmes yézidies* et a déposé, le 29 mars, son 18e rapport, intitulé *En route vers un nouveau départ : la réinstallation de femmes et d'enfants yézidis au Canada*. Le Comité a examiné le *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018* et le *Budget provisoire des dépenses 2018-2019*. De plus, le Comité a entrepris une étude relative au *Processus de nomination, de formation et de traitement des plaintes de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié*, dans le cadre de laquelle il a entendu 16 témoins.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président	Robert Oliphant	
Vice-présidentes	L'hon. Michelle Rempel Jenny Kwan	
Membres	Leona Alleslev Gary Anandasangaree Larry Maguire Randeep Sarai	Marwan Tabbara David Tilson Nick Whalen
Secrétaire parlementaire (Membre sans droit de vote)	Serge Cormier	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	100	-	3 134	3 234
Projet pilote de 2011 pour les réfugiés LGBTQ	3 941	572	576	5 088
Consultants en immigration	18 374	2 793	1 130	22 296
M-39, Immigration au Canada Atlantique	17 607	4 102	1 526	23 235
La non-admissibilité des immigrants pour des raisons médicales	6 487	350	1 504	8 341
Réinstallation des filles et des femmes yézidies	10 527	2 037	1 186	13 749
Processus de nomination, de formation et de traitement des plaintes de la Commission de l'immigration du statut de réfugié	2 220	3 075	859	6 153
TOTAL[3]	**59 256**	**12 929**	**9 915**	**82 096**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (CIMM)	49	23	18	1	91h07m	227	8
Sous-comité du programme et de la procédure (SCIM)[4]	2	-	-	-	1h18m	-	-
TOTAL	**51**	**23**	**18**	**1**	**92h25m**	**227**	**8**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent de l'environnement et du développement durable étudie les programmes et la législation d'Environnement Canada, de Parcs Canada et de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale ainsi que les rapports du commissaire à l'environnement et au développement durable.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a poursuivi ses travaux liés à un projet de rapport pour son étude *L'examen de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*. La présidente a présenté le rapport à la Chambre le 15 juin 2017. Le Comité a commencé à examiner le projet de loi C-323, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (réhabilitation de propriétés historiques)*. Le Comité s'est aussi réuni pour l'examen du *Budget principal des dépenses 2017-2018* et du *Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018*. Le Comité a également tenu une réunion de suivi avec plusieurs ministères pour discuter des progrès réalisés concernant les problèmes soulevés dans les *Rapports de la commissaire à l'environnement et au développement durable – Printemps 2016*.

Durant la période allant du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a entrepris une étude sur la préservation et la protection du patrimoine au Canada. Sept réunions ont été consacrées à cette étude et 27 témoins ont été entendus. Le Comité a déposé un rapport à ce sujet le 4 décembre. En outre, le Comité a poursuivi l'étude du projet de loi C-323, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (réhabilitation de propriétés historiques)*, et a entendu neuf témoins. Il a fait rapport à la Chambre sur ce projet de loi le 30 novembre. Le Comité a aussi commencé l'étude du projet de loi C-57, *Loi modifiant la Loi fédérale sur le développement durable*, qu'il a renvoyé à la Chambre, avec amendements, le 13 décembre. Le Comité a tenu une séance d'information avec des fonctionnaires et la commissaire au sujet des *Rapports de la commissaire à l'environnement et au développement durable – Automne 2017*, le 31 octobre. Le 12 décembre, il a tenu une séance d'information sur le cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques. Finalement, il a aussi élu l'hon. Ed Fast premier vice-président le 19 septembre.

Du 1er janvier au 31 mars, le Comité a entrepris une étude, *Croissance propre et les changements climatiques au Canada*, laquelle était principalement axée sur l'environnement bâti. Le Comité a, dans le cadre de cette étude, tenu cinq réunions et entendu 19 témoins. Dans le cadre de cette étude, le Comité s'est également rendu à Calgary (Alberta) les 12 et 13 mars afin d'y rencontrer des intervenants du domaine. Les membres du Comité ont aussi participé au GLOBE Forum, à Vancouver (Colombie-Britannique), qui se tenait du 14 au 16 mars. Le Comité a étudié le projet de loi C-374, *Loi modifiant la Loi sur les lieux et monuments historiques (composition de la Commission)*, et l'a renvoyé à la Chambre avec des amendements le 2 mars. Le Comité s'est également penché sur le *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018* ainsi que sur le *Budget provisoire des dépenses 2018-2019* et en a aussi fait rapport à la Chambre le 2 mars. Le Comité a commencé l'étude du projet de loi C-69, *Loi édictant la Loi sur l'évaluation d'impact et la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie, modifiant la Loi sur la protection de la navigation et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois*. Dans le cadre de cette étude, le Comité a entendu la ministre de l'Environnement et du Changement climatique ainsi que le ministre des Ressources naturelles le 22 mars. Il a aussi reçu le ministre des Transports le 28 mars. Enfin, le 27 mars, le Comité a rencontré la commissaire à l'environnement et au développement durable afin de discuter du rapport collaboratif sur les changements climatiques déposé plus tôt la même journée.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Présidente	Deborah Schulte	
Vice-président(e)s	L'hon. Ed Fast Linda Duncan	
Membres	John Aldag William Amos Mike Bossio Darren Fisher	Joël Godin Churence Rogers Robert Sopuck
Secrétaire parlementaire (Membre sans droit de vote)	Jonathan Wilkinson	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	3 675	3 675
L'examen de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)	-	613	1 241	1 854
Aires fédérales protégées et objectifs de conservation	-	-	968	968
Préservation et la protection du patrimoine au Canada	7 602	1 046	558	9 206
Croissance propre et les changements climatiques au Canada : l´environnement bâti	7 746	-	959	8 705
TOTAL[3]	**15 348**	**1 659**	**7 401**	**24 408**

[1] Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.

[2] « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

[3] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

[4] « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Partenariats environnementaux et enjeux transfrontaliers entre le Canada et les États-Unis – Washington (D.C.) (États-Unis d'Amérique) Annulé[1]	-	-	7 215	6 479	-	-	13 694
Croissance propre et les changements climatiques au Canada - Halifax (Nouvelle-Écosse), Calgary (Alberta) et Vancouver (Colombie-Britannique) 11 au 16 mars 2018	7	3	14 019	11 159	4 285	12 351	41 814
TOTAL[2]	**7**	**3**	**21 234**	**17 638**	**4 285**	**12 351**	**55 508**

[1] *Les dépenses comptabilisées pour les voyages annulés ne tiennent pas compte des sommes disponibles à titre de crédit pour des déplacements ultérieurs.*

[2] *« Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.*

[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (ENVI)	49	7	3	0	91h06m	154	9
Sous-comité du programme et de la procédure (SENV)[4]	7	0	0	0	5h28m	0	-
TOTAL	**56**	**7**	**3**	**0**	**96h34m**	**154**	**9**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*

[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*

[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*

[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le mandat du Comité permanent des finances consiste à examiner toutes les questions relatives au mandat, à l'administration et au fonctionnement de certains ministères et organismes fédéraux, dont le ministère des Finances et l'Agence de revenu du Canada, et à en faire rapport, ainsi qu'à mener des consultations prébudgétaires.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a tenu 27 réunions. En avril, le Comité a complété son étude *Marché immobilier et accession à la propriété au Canada*. Le 13 avril, il a présenté son 15e rapport à la Chambre. Le Comité a aussi entendu les trois premiers ministres territoriaux pendant son étude *Croissance économique des territoires*. Le Comité a ensuite tenu une réunion où le ministre des Finances a comparu sur le *Budget principal des dépenses 2017-2018* ainsi que pour offrir une séance d'information sur le budget de 2017. Le Comité a aussi entendu la ministre du Revenu national sur le *Budget principal des dépenses 2017-2018* et a fait rapport à la Chambre le 11 mai des crédits qui lui avaient été renvoyés. Le gouverneur de la Banque du Canada a comparu devant le Comité pour une réunion sur le *Rapport de la Banque du Canada sur la politique monétaire*. En mai, le Comité a entendu le directeur parlementaire du budget sur ses *Perspectives économiques et financières*. Le Comité a ensuite tenu 10 réunions pour étudier le projet de loi C-44, *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures*, et a fait rapport du projet de loi avec amendements à la Chambre le 31 mai. En juin, le Comité a tenu trois réunions sur l'étude *Protection des consommateurs et surveillance en ce qui concerne les banques de l'Annexe I*.

Le Comité a tenu 28 réunions du 1er septembre au 31 décembre 2017. Le 19 septembre, l'hon. Pierre Poilievre a été élu premier vice-président du Comité. Le Comité a entendu plus de 300 témoins et a reçu plus de 400 mémoires pour son étude *Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2018*. Du 19 septembre au 20 octobre, le Comité a tenu des réunions à Ottawa, Saskatoon, Vancouver, Yellowknife, Calgary, St. John's, Halifax, Montréal, Windsor et Toronto sur cette étude. Des périodes de temps ont été consacrées aux observations de l'auditoire au début et à la fin de chaque réunion tenue à l'extérieur d'Ottawa. Pendant ce temps, le Comité a aussi tenu deux réunions sur l'étude *La planification fiscale au moyen de sociétés privées*. Les mémoires reçus dans le cadre de cette étude ont aussi été partagés avec le ministère des Finances. Le 31 octobre, le Comité a entendu le gouverneur de la Banque du Canada sur le *Rapport de la Banque du Canada sur la politique monétaire* ainsi que le directeur parlementaire du budget sur les *Perspectives économiques et financières*. En novembre, le Comité a étudié le projet de loi C-63, *Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en oeuvre d'autres mesures* et a fait rapport à la Chambre du projet de loi, sans amendement, le 22 novembre. Le Comité a aussi entendu le ministre des Finances et la ministre du Revenu national, ainsi que leurs fonctionnaires respectifs, sur les crédits du *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018* qui lui avaient été renvoyés. Il en a fait rapport à la Chambre le 27 novembre. Le Comité s'est ensuite déplacé à Washington (D.C.) et à New York (New York) pour rencontrer des intervenants et des membres du Congrès afin de compléter ses consultations prébudgétaires. Le 21e rapport du Comité, intitulé *Favoriser la croissance inclusive : stimuler la productivité et la compétitivité au Canada*, a été déposé à la Chambre le 8 décembre.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a entrepris l'*Examen prévu par la loi de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, conformément à l'ordre de renvoi qu'il a reçu de la Chambre le 29 janvier 2018. En outre, le Comité a examiné le *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018* et a consacré une réunion à l'étude du *Troisième rapport du Conseil consultatif en matière de croissance économique*. Le 12 février, Peter Julian a été élu deuxième vice-président. Le 26 mars, le ministre des Finances et des représentants du ministère ont comparu devant le Comité afin de discuter de l'*Objet du Budget provisoire des dépenses 2018-2019* et de présenter une séance d'information sur le budget de 2018.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président L'hon. Wayne Easter

Vice-présidents L'hon. Pierre Poilievre
Peter Julian

Membres Dan Albas
Greg Fergus
Raj Grewal
Tom Kmiec
Michael V. McLeod
Jennifer O'Connell
Francesco Sorbara

Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote) Kamal Khera
Joël Lightbound

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	4 703	4 703
Marché immobilier et accession à la propriété au Canada	2 752	-	258	3 010
Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2018	23 836	-	1 204	25 040
Protection des consommateurs et surveillance en ce qui concerne les banques de l'Annexe I	2 631	-	488	3 119
Projet de loi C-44	14 667	-	2 883	17 550
La planification fiscale au moyen de sociétés privées : contributions aux consultations du ministère des Finances	8 934	650	1 022	10 606
Objet du projet de loi C-63	6 423	-	1 241	7 664
Examen prévu par la loi de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes	2 596	-	748	3 344
TOTAL[3]	**61 839**	**650**	**12 547**	**75 036**

[1] Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.
[2] « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.
[3] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.
[4] « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE[1] DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2018 – Vancouver (Colombie-Britannique), Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest), Calgary (Alberta) et Saskatoon (Saskatchewan) 2 au 6 octobre 2017	7	9	40 426	10 733	5 392	24 056	80 606
Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2018 – St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador), Halifax (Nouvelle-Écosse), Montréal (Québec), et Windsor et Toronto (Ontario) 15 au 20 octobre 2017	7	8	37 225	10 865	5 765	25 515	79 370
Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2018 - Washington (D.C.) et New York (New York) (États-Unis d´Amérique) 29 novembre au 1er décembre 2018	6	6	18 822	10 327	3 819	2 758	35 727
TOTAL[3]	**20**	**23**	**96 473**	**31 925**	**14 976**	**52 329**	**195 703**

[1] Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.
[2] « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.
[3] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (FINA)	67	47	4	-	171h07m	663	8
Sous-comité du programme et de la procédure (SFIN)[4]	5	-	-	-	3h34m	0	-
TOTAL	**72**	**47**	**4**	**-**	**174h41m**	**663**	**8**

[1] Nombre de réunions télévisées.
[2] Nombre de réunions avec vidéoconférence.
[3] Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.
[4] Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

MANDAT

Le Comité permanent des pêches et des océans mène des études et présente des rapports sur des questions se rapportant au rôle du gouvernement fédéral en matière de gestion des pêches et de protection des eaux du Canada.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a amorcé son étude *Les zones de protection marines, au titre de la Loi sur les océans*, pour laquelle 12 audiences publiques ont été tenues à Ottawa et 46 témoins ont été entendus. En lien avec cette étude, du 28 mai au 1er juin, le Comité s'est rendu à Inuvik, à Paulatuk et à Tuktoyaktuk, dans les Territoires du Nord-Ouest, ainsi qu'à Prince Rupert, en Colombie-Britannique, pour effectuer des visites. Le 6 avril, le Comité a consacré une deuxième réunion à la séance d'information sur les *Rapports de la commissaire à l'environnement et au développement durable – Automne 2016*. Le Comité a aussi tenu des réunions avec des fonctionnaires du ministère des Pêches et des Océans et de la Garde côtière canadienne relativement à la séance d'information du ministère des Pêches et des Océans sur la Commission d'enquête Cohen, le 4 mai, et à l'étude *Objet du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018*, le 15 juin. Le 8 juin, le Comité s'est réuni à l'initiative de quatre membres pour discuter de la possibilité d'examiner les questions relatives à la fermeture des postes de la Garde côtière canadienne à Gimli et à Selkirk, au Manitoba, et à Kenora, en Ontario, ainsi qu'aux compressions imposées au programme de plongée de recherche et de sauvetage en Colombie-Britannique et au Programme de mise en valeur des salmonidés.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a continué son étude *Les zones de protection marines, au titre de la Loi sur les océans*. En lien avec cette étude, du 16 au 20 octobre, le Comité s'est rendu à Halifax, Dartmouth, Sydney et Chéticamp (Nouvelle-Écosse), Gaspé (Québec), et Shippagan et Bathurst (Nouveau-Brunswick) pour effectuer des visites. Le Comité a étudié le projet de loi C-55, *Loi modifiant la Loi sur les océans et la Loi fédérale sur les hydrocarbures* dont il a fait rapport à la Chambre avec des amendements le 11 décembre. Le 31 octobre, le Comité a tenu une séance d'information sur le *Plan d'action détaillé de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce*. Le 7 novembre, le Comité a examiné le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018*. Enfin, le 19 septembre, Todd Doherty a été élu premier vice-président du Comité.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a continué son étude *Les zones de protection marines, au titre de la Loi sur les océans*, entreprise en avril 2017. Le Comité y a consacré 20 rencontres et a entendu un total de 70 témoins. Le Comité a de plus entrepris l'étude d'un projet de rapport en lien avec cette étude. Le 13 février, le Comité a tenu une séance d'information sur le *Rapport 2 de la commissaire à l'environnement et au développement durable – Automne 2017*. Le Comité a de plus amorcé l'étude *Les politiques sur la longueur des bateaux et l'émission de permis pour la pêche commerciale dans le Canada atlantique*. Le 20 mars, le Comité a étudié l'objet du *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018*, ainsi que l'objet du *Budget provisoire des dépenses 2018-2019*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président	Scott Simms	
Vice-présidents	Todd Doherty	
	Fin Donnelly	
Membres	Mel Arnold	Ken McDonald
	Pat Finnigan	Larry Miller
	Ken Hardie	Robert J. Morrissey
	Bernadette Jordan	
Secrétaire parlementaire (Membre sans droit de vote)	Terry Beech	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	408	408
Les zones de protection marines, au titre de la Loi sur les océans	20 500	7 154	1 074	28 728
Projet de loi C-55	2 656	2 777	344	5 776
TOTAL[3]	**23 156**	**9 931**	**1 826**	**34 913**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

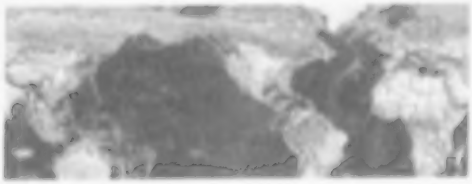
DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE[1] DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Les zones de protection marines, au titre de la Loi sur les océans – Vancouver, Masset, Queen Charlotte, Sandspit et Prince Rupert (Colombie-Britannique), Inuvik, Paulatuk et Tuktoyaktuk (Territoires du Nord-Ouest) 28 mai au 2 juin 2017	7	3	69 618	7 733	4 256	3 586	85 195
Les zones de protection marines, au titre de la Loi sur les océans – Halifax, Sydney, Cheticamp et Dartmouth (Nouvelle-Écosse), Gaspé (Québec), et Bathurst et Shippagan (Nouveau-Brunswick) 16 au 20 octobre 2017	7	7	45 006	7 793	4 614	4 199	61 612
TOTAL[3]	**14**	**10**	**114 624**	**15 526**	**8 870**	**7 785**	**146 807**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (FOPO)	39	2	18	-	72h20m	162	2
Sous-comité du programme et de la procédure (SFOP)[4]	1	-	-	-	1h02m	-	-
TOTAL	**40**	**2**	**18**	**-**	**73h22m**	**162**	**2**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*



MANDAT (FAAE)

Le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international étudie des questions touchant les affaires internationales, notamment la politique étrangère du Canada et l'aide au développement, qui relèvent du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a achevé son rapport d'étude concernant l'*Examen prévu par la loi de la Loi sur le blocage des biens de dirigeants étrangers corrompus et de la Loi sur les mesures économiques spéciales*; le rapport a été présenté à la Chambre le 6 avril. Le Comité a entendu d'autres témoins au sujet de l'étude *Situation en Europe orientale et en Asie centrale 25 ans après la fin de la guerre froide*. Il a aussi commencé à entendre des témoins concernant les études *Les États-Unis et la politique étrangère du Canada* et *Initiative canadienne de financement du développement*. Le 2 mai, le Comité a entendu séparément l'hon. Stéphane Dion et l'hon. John McCallum au sujet de leur nomination par décret. Le 10 mai, il a fait rapport à la Chambre sur ces nominations. Le 9 mai, le Comité a tenu une séance d'information avec la vice-présidente du parlement ukrainien, S.E. Oksana Syroyid. Le 11 mai, il a tenu deux séances d'information : une de la Bibliothèque du Parlement et du Bureau du directeur parlementaire du budget relativement à l'étude du Budget principal des dépenses et l'autre de Justin Forsyth, directeur exécutif adjoint de l'UNICEF et Sous-Secrétaire général de l'ONU. Le 22 juin, le Comité a étudié le projet de loi S-226, *Loi prévoyant la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale et apportant des modifications connexes à la Loi sur les mesures économiques spéciales et à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Il a proposé des amendements au projet de loi dans un rapport déposé auprès du Greffier de la Chambre le 22 juin.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Sous-comité des droits internationaux de la personne a entendu des témoins sur ses études *Situation des droits de la personne au Soudan du Sud* et *Traite de personnes en Asie du Sud*. Il a tenu une séance d'information avec le Burma Task Force Canada le 4 avril. Le 6 avril et le 16 mai, le Sous-comité a tenu une séance d'information sur la situation des droits de la personne au Vénézuéla et le 2 mai, il a tenu une séance additionnelle sur la situation des droits de la personne au camp de réfugiés de Dabaad, au Kenya. Au cours de la semaine du 8 au 12 mai, le Sous-comité a tenu une Semaine de la responsabilisation de l'Iran et a entendu des témoignages sur la situation des droits humains en Iran. Le 15 mai, le Sous-comité a émis une déclaration commune sous la forme d'un communiqué de presse à ce sujet. Le Sous-comité a aussi rédigé deux rapports sur ses études *Yézidis, chrétiens et autres minorités religieuses et ethniques en Syrie et en Irak* (présenté le 10 avril) et *Situation des droits de la personne au Soudan du Sud* (présenté le 14 juin).

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a terminé son rapport sur l'étude *Situation en Europe orientale et en Asie centrale 25 ans après la fin de la guerre froide*, qu'il a présenté à la Chambre le mercredi 22 novembre. Il a entendu l'hon. Marie-Claude Bibeau, ministre du Développement international et de la Francophonie, le 28 septembre, au sujet de l'étude *Initiative canadienne de financement du développement*. Il a commencé à entendre des témoins concernant l'étude *Aide aux Canadiens en difficulté à l'étranger (Affaires consulaires)* et a tenu une séance d'information portant sur l'étude *Les États-Unis et la politique étrangère du Canada*. Du 22 au 27 octobre, le Comité s'est rendu à Mexico (Mexique), à New York (New York) et à Washington (D.C.) dans le cadre de cette étude. Du 26 novembre au 6 décembre, il a visité Beijing et Hong Kong (Chine), Hanoi (Vietnam), et Jakarta (Indonésie), pour son étude *Engagement du Canada en Asie*. Le Comité a accueilli Ojars Eriks Kalniņš, président du Comité des affaires étrangères de la 12e Saeima (parlement de la Lettonie), le 31 octobre 2017. En octobre et en novembre, le Comité a tenu quatre réunions pour l'étude du projet de loi C-47, *Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation et le Code criminel (modifications permettant l'adhésion au Traité sur le commerce des armes et autres modifications)*. Il était toujours à l'étude par le Comité à la fin du mois de décembre. Le mardi 21 novembre, le Comité a tenu une séance d'information avec S.E. M. Hashim Thaçi, président de la République du Kosovo. Enfin, le 21 septembre, l'hon. Erin O'Toole a été élu premier vice-président du Comité.

Le Sous-comité des droits internationaux de la personne a tenu 22 réunions entre le 1er septembre et le 31 décembre 2017. Il s'est intéressé aux droits de la personne du peuple rohingya, à l'extraction des ressources naturelles en Amérique latine, à la situation des défenseurs des droits de la personne au Mexique, à la traite de personnes en Asie du Sud, aux droits de la personne en Somalie ainsi qu'au travail des enfants et à l'esclavage moderne.

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (FAAE) (SUITE)

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a tenu 10 réunions. Le 30 janvier, le président a présenté à la Chambre le 14e rapport du Comité, en lien avec l'étude *Les États-Unis et la politique étrangère du Canada.* Le 15 février, il a déposé le 15e rapport du Comité, pour son étude la *Traite de personnes en Asie du Sud.* Le 1er mars, le Comité a terminé l'examen article par article du projet de loi C-47, *Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation et le Code criminel (modifications permettant l'adhésion au Traité sur le commerce des armes et autres modifications).* Le projet de loi a été renvoyé à la Chambre avec des amendements le 20 mars. Le Comité a aussi terminé l'étude *Initiative canadienne de financement du développement* qu'il avait entamée le 16 mai 2017. Il a tenu trois réunions supplémentaires et a présenté son rapport final à la Chambre le 20 mars. Le Comité a assisté à deux séances d'information : la première, présentée par l'hon. Chrystia Freeland, portait sur les priorités du Canada en matière de politique étrangère et a eu lieu le 8 février; la deuxième était présentée par le Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme et s'est tenue le 20 mars. Enfin, le Comité a poursuivi son étude intitulée *Aide aux Canadiens en difficulté à l'étranger (Affaires consulaires),* laquelle avait débuté le 5 octobre 2017, et a tenu six réunions supplémentaires sur cette question.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Sous-comité des droits internationaux de la personne a continué son étude *L'engagement mondial du Canada à l'égard des questions de droits de la personne, notamment par l'intermédiaire des Nations Unies (ONU) et de ses organismes* et il a tenu une séance d'information avant son voyage à New York (New York) du 6 au 8 février dans le cadre de cette étude. Le 15 février le Sous-comité a émis un communiqué de presse en lien avec son rapport pour son étude *Traite de personnes en Asie du Sud,* présenté cette même journée. Il a entendu des témoins pendant une séance d'information sur la situation des droits de la personne en Syrie les 1er et 29 mars. Au cours de la semaine du 26 mars, le Sous-comité a terminé son rapport *Droits de la personne entourant l'extraction des ressources naturelles en Amérique latine* et a commencé l'étude *Situation des droits de la personne au Cambodge.*

MEMBRES DU COMITÉ FAAE (en date du 31 mars 2018)

Président	L'hon. Robert D. Nault	
Vice-président(e)s	L'hon. Erin O'Toole Hélène Laverdière	
Membres	Ziad Aboultaif Garnett Genuis Michael Levitt Raj Saini	Jati Sidhu Anita Vandenbeld Borys Wrzesnewskyj
Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote)	Omar Alghabra Celina Caesar-Chavannes	Matt DeCourcey L'hon. Andrew Leslie

MEMBRES DU SOUS-COMITÉ SDIR (en date du 31 mars 2018)

Président	Michael Levitt	
Vice-président(e)s	David Sweet Cheryl Hardcastle	
Membres	David Anderson Peter Fragiskatos	Iqra Khalid Marwan Tabbara

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
FAAE – Budget de fonctionnement[4]	71	-	9 266	9 337
FAAE – Situation actuelle des droits de la personne du peuple rohingya au Myanmar	1 397	-	-	1 397
FAAE – Examen prévu par la loi de la Loi sur le blocage des biens de dirigeants étrangers corrompus et de la Loi sur les mesures économiques spéciales	-	-	169	169
FAAE – Situation en Europe orientale et en Asie centrale 25 ans après la fin de la guerre froide	-	-	1 149	1 149
FAAE – États-Unis et la politique étrangère du Canada	1 361	850	1 110	3 321
FAAE – Initiative canadienne de financement du développement	-	1 279	495	1 774
FAAE – Aide aux Canadiens en difficulté à l'étranger	120	942	986	2 048
FAAE – Projet de loi C-47	-	1 013	836	1 849
FAAE – Engagement du Canada en Asie	-	-	1 004	1 004
SDIR – Budget de fonctionnement général[4]	387	196	5 068	5 651
SDIR – Séance d'information sur la situation des droits de la personne en Iran	198	250	225	673
SDIR – Situation des droits de la personne au Soudan du Sud	-	524	-	524
SDIR – Traite de personnes en Asie du Sud	1 364	894	720	2 978
SDIR – Séance d'information sur la situation des droits de la personne du peuple rohingya	1 449	188	225	1 861
SDIR – Droits de la personne entourant l'extraction des ressources naturelles en Amérique latine	2 374	407	593	3 374
SDIR – Situation des droits de la personne en Somalie	495	770	392	1 657
SDIR-Travail des enfants et l'esclavage moderne	254	2 501	625	3 380
SDIR-Séance d'information sur la situation des droits de la personne en Syrie	61	250	239	550
TOTAL[3]	**9 531**	**10 064**	**23 102**	**42 695**

[1] Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.

[2] « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

[3] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

[4] « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE[1] DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
FAAE – Engagement du Canada en Asie – Beijing, Jingzhuang, Hong Kong (Chine), Jakarta (Indonésie), Hanoi (Vietnam) 25 novembre au 6 décembre 2017	7	3	91 415	28 155	10 836	22 788	153 194
FAAE – Les États-Unis et la politique étrangère du Canada – Mexico (Mexique), Washington (D.C.), New York (New York) (États-Unis d'Amérique) 22 au 27 octobre 2017	7	3	26 785	26 099	6 362	6 283	65 528
SDIR - Vaste engagement du Canada à l'égard des questions de droits de la personne, notamment par l'intermédiaire des Nations Unies (ONU) et de ses organismes - New York (New York) (États-Unis d'Amérique) 6 au 8 février 2018	5	2	12 370	3 356	1 806	238	17 769
TOTAL[3]	**19**	**8**	**130 570**	**57 610**	**19 004**	**29 309**	**236 491**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (FAAE)	38	10	10	-	67h27m	107	11
Sous-comité des droits internationaux de la personne (SDIR)[4]	49	5	16	1	43h17m	96	-
Sous-comité du programme et de la procédure (SFAA)[4]	7	-	-	-	5h08m	-	-
TOTAL	**94**	**15**	**26**	**1**	**115h52m**	**203**	**11**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires a pour mandat d'étudier l'efficacité et le bon fonctionnement des opérations gouvernementales, les processus budgétaires ainsi que les plans de dépenses des ministères et organismes centraux.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a achevé son *Examen de la Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*. Le 16 juin, il a présenté à la Chambre son neuvième rapport, intitulé *Renforcer la protection de l'intérêt public dans la Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*. Pendant l'étude, le Comité a entendu 52 témoins au cours de 12 réunions. Le 11 avril, le Comité a examiné le *Certificat de nomination de Patrick Borbey au poste de président de la Commission de la fonction publique*, et il a présenté son sixième rapport à la Chambre, sur cette nomination, le 13 avril. Le 2 mai, le Comité a tenu une deuxième séance d'information sur l'utilisation de l'exception relative à la sécurité nationale. Le Comité a étudié le *Budget principal des dépenses 2017-2018* et le *Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018* ainsi que plusieurs rapports sur les plans et priorités pour 2017-2018 (Bureau du Conseil privé, École de la fonction publique du Canada, Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada, Services partagés Canada, Services publics et Approvisionnement Canada, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et Commission de la fonction publique du Canada). Le 16 mai, le Comité a étudié l'*Objet des articles 113 à 114 du projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures*. Le 15 juin, le Comité a commencé à étudier les *Changements à la Politique de communication*. Enfin, le 20 juin, le Comité a repris son examen du *Processus des crédits budgétaires* avec la comparution du directeur parlementaire du budget.

Durant la période allant du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a étudié le projet de loi C-24, *Loi modifiant la Loi sur les traitements et apportant une modification corrélative à la Loi sur la gestion des finances publiques* et en a fait rapport à la Chambre le 23 octobre, sans amendement. Il a aussi étudié le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018* et présenté son 11e rapport à la Chambre le 29 novembre. Le Comité a poursuivi son étude *Changements à la Politique de communication* et l'a conclue le 4 décembre en présentant son 12e rapport à la Chambre, intitulé *Atteindre les Canadiens au moyen de publicités gouvernementales efficaces*. Le Comité a aussi lancé l'étude *Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones*, entendant 28 témoins au cours de quatre réunions. En outre, il a commencé l'étude *Petites et moyennes entreprises (PME) participant aux marchés publics fédéraux*. Enfin, il a étudié les *Rapports ministériels sur le rendement 2016-2017* et organisé une séance d'information sur la transformation des technologies de l'information au gouvernement.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a poursuivi l'étude de la *Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones*. Il a entendu huit témoins au cours de trois réunions. Le Comité a aussi continué l'étude *Petites et moyennes entreprises (PME) participant aux marchés publics fédéraux*. Il a entendu 18 témoins au cours de six réunions. De plus, le Comité a examiné le *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018* et le *Budget provisoire des dépenses 2018-2019*. À la suite de cet examen, le 2 mars, il a présenté à la Chambre ses 13e et 14e rapports.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président	Tom Lukiwski	
Vice-président(e)s	Yasmin Ratansi Erin Weir	
Membres	Ramez Ayoub Francis Drouin Majid Jowhari Pat Kelly	Kelly McCauley Alexandre Mendès Kyle Peterson
Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote)	Steven MacKinnon Joyce Murray	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	287	6 776	7 063
Processus des crédits budgétaires	-	-	109	109
Examen de la Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	2 156	2 300	745	5 201
Changements à la Politique de communication	800	1 091	942	2 834
Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones	4 824	908	894	6 626
Petites et moyennes entreprises (PME) participant aux marchés publics fédéraux	1 862	800	978	3 640
TOTAL[3]	**9 642**	**5 386**	**10 444**	**25 473**

[1] Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.

[2] « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

[3] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

[4] « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (OGGO)	45	8	10	-	75h46m	252	9
Sous-comité du programme et de la procédure (SOGG)[4]	4	-	-	-	2h17m	-	-
TOTAL	**49**	**8**	**10**	**-**	**78h03m**	**252**	**9**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent de la santé étudie des questions liées à Santé Canada, y compris les projets de loi et les règlements. Il surveille aussi quatre organismes de santé, notamment l'Agence canadienne d'inspection des aliments et l'Agence de la santé publique du Canada.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a poursuivi son étude *Effets de santé publique liés au contenu violent et sexuellement explicite en ligne sur les enfants, les femmes et les hommes (M-47)*, pendant laquelle il a entendu 11 témoins. Le Comité a présenté son rapport à la Chambre à ce sujet le 9 juin. Le Comité a commencé trois études : *Programme de contribution pour les survivants du thalidomide*, *Cadre fédéral relatif à la maladie de Lyme* et *Résistance aux antimicrobiens*. Le Comité a consacré quatre réunions à la première et deux réunions aux deux autres et a entendu neuf témoins au cours de chacune de ces études. Il a examiné le projet de loi C-211, *Loi concernant un cadre fédéral relatif à l'état de stress post-traumatique*, puis en a fait rapport à la Chambre avec amendements le 30 mai. Le Comité a aussi examiné le projet de loi S-211, *Loi instituant la Journée nationale de la sensibilisation à la drépanocytose*, et en a fait rapport à la Chambre le 9 mai sans amendement. De plus, il a étudié le *Budget principal des dépenses 2017-2018* et a poursuivi son étude *Élaboration d'un programme national d'assurance-médicaments*.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité s'est penché sur le projet de loi C-45, *Loi concernant le cannabis et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le Code criminel et d'autres lois*. Au cours de l'étude, il a tenu huit réunions et entendu 120 témoins. Il a fait rapport du projet de loi à la Chambre avec des amendements le 5 octobre. Le 21 septembre, Marilyn Gladu a été élue première vice-présidente du Comité. Le Comité a aussi poursuivi ses études *Élaboration d'un programme national d'assurance-médicaments* et *Résistance aux antimicrobiens*, entendant 27 témoins au cours de huit réunions. En outre, le Comité a organisé une séance d'information sur le *Rapport 4 – Santé buccodentaire pour les Premières Nations et les Inuits* relié au rapport du vérificateur général de l'automne 2017. Il a aussi étudié l'*Objet du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018*. Enfin, il a commencé l'étude *Guide alimentaire canadien*.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité s'est penché sur le projet de loi S-5, *Loi modifiant la Loi sur le tabac, la Loi sur la santé des non-fumeurs et d'autres lois en conséquence*. Le projet de loi a fait l'objet d'un rapport à la Chambre avec des amendements le 20 mars. Au total, 27 témoins ont été entendus au cours de quatre réunions. Le Comité a aussi complété l'examen d'un projet de rapport dans le cadre de son étude *Élaboration d'un programme national d'assurance-médicaments*. Enfin, le Comité a commencé son étude du projet de loi C-326, *Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé (lignes directrices relatives à l'eau potable)*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président	Bill Casey	
Vice-président(e)s	Marilyn Gladu Don Davies	
Membres	Ramez Ayoub	John Oliver
	Doug Eyolfson	Sonia Sidhu
	Ben Lobb	Len Webber
	Ron McKinnon	
Secrétaire parlementaire (Membre sans droit de vote)	Bill Blair	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	2 724	2 724
Élaboration d'un programme national d'assurance-médicaments	3 531	-	546	4 078
Projet de loi C-277	428	-	-	428
Effets de santé publique liés au contenu violent et sexuellement explicite en ligne sur les enfants, les femmes et les hommes (M-47)	5 228	3 075	1 013	9 316
Programme de contribution pour les survivants de la thalidomide	2 586	515	675	3 777
Projet de loi C-211	-	1 050	1 013	2 063
Cadre fédéral relatif à la maladie de Lyme	2 089	500	685	3 274
Projet de loi C-45	38 653	7 628	3 031	49 311
Résistance aux antimicrobiens	11 977	1 995	720	14 692
Guide alimentaire canadien	860	100	50	1 010
Projet de loi S-5	6 475	500	764	7 739
Projet de loi C-326	985	2 894	140	4 018
TOTAL[3]	**72 812**	**18 257**	**11 361**	**102 430**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*

[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*

[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*

[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (HESA)	51	12	22	-	130h36m	247	5
Sous-comité du programme et de la procédure (SHES)[4]	1	-	-	-	0h49m	-	-
TOTAL	**52**	**12**	**22**	**-**	**131h25m**	**247**	**5**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées étudie des questions touchant l'emploi, le travail, la sécurité du revenu, le développement des compétences et les personnes handicapées, ainsi que les programmes administrés par Emploi et Développement social Canada. Le Comité gère aussi la Bourse de recherches de la flamme du centenaire.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a poursuivi l'étude du projet de loi C-243, *Loi visant l'élaboration d'une stratégie relative au programme national d'aide à la maternité et modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (prestations de maternité)*. Il a tenu trois réunions durant lesquelles il a entendu neuf témoins, y compris le parrain du projet de loi et des représentants du ministère de l'Emploi et du Développement social, et a fait rapport du projet de loi à la Chambre avec amendements le 3 mai. Le Comité a complété son étude *Stratégies de réduction de la pauvreté* et a présenté le 31 mai son septième rapport à la Chambre intitulé *Briser le cycle : Une étude sur la réduction de la pauvreté*. À la suite de l'adoption de la motion M-106 par la Chambre, le Comité a entrepris l'étude *Promotion de l'intégration et de la qualité de vie des aînés canadiens*. Le Comité a également étudié le *Budget principal des dépenses 2017-2018*. Enfin, il a lancé l'*Édition 2017 de la Bourse de recherches de la flamme du centenaire* et a invité les Canadiens ayant un handicap à présenter une demande.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a poursuivi son étude *Promotion de l'intégration et de la qualité de vie des aînés canadiens*. Après avoir tenu 11 réunions sur le sujet, entendu 65 témoins et examiné 39 mémoires, le Comité a débuté la rédaction de son projet de rapport. Le 26 septembre, l'hon. Steven Blaney a été élu premier vice-président du Comité. Le Comité a également choisi le récipiendaire de l'*Édition 2017 de la Bourse de recherches de la flamme du centenaire*, M. Benjamin Fulton. Le 28 septembre, le Comité a tenu une séance d'information sur le *Rapport 5 – Programme des travailleurs étrangers temporaires – EDSC* relié au rapport du printemps de 2017 du vérificateur général du Canada. Finalement, le Comité a entrepris l'étude *Apprentissage par l'expérience et préparation au marché du travail à l'intention des jeunes Canadiens*.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a poursuivi l'étude *Promotion de l'intégration et de la qualité de vie des aînés canadiens* et a consacré cinq réunions à l'étude d'un projet de rapport. En outre, le Comité a examiné le projet de loi C-65, *Loi modifiant le Code canadien du travail (harcèlement et violence), la Loi sur les relations de travail au Parlement et la Loi n°1 d'exécution du budget 2017*. Il était toujours à l'étude par le Comité à la fin du mois de mars.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président	Bryan May	
Vice-président(e)s	L'hon. Steven Blaney Brigitte Sansoucy	
Membres	Rosemarie Falk	Dan Ruimy
	Mona Fortier	Ramesh Sangha
	Wayne Long	Mark Warawa
	Robert J. Morrissey	
Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote)	Rodger Cuzner	Adam Vaughan
	Stéphane Lauzon	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	1 945	1 945
Stratégies de réduction de la pauvreté	3 063	-	9	3 073
Projet de loi C-243	574	2 663	759	3 995
Promotion de l'intégration et de la qualité de vie des aînés canadiens	21 503	6 873	2 268	30 645
Édition 2017 de la Bourse de recherches de la flamme du centenaire	1 138	-	-	1 138
Apprentissage par l'expérience et préparation au marché du travail à l'intention des jeunes Canadiens	4 860	1,750	405	7 015
Projet de loi C-65	5 171	450	1 598	7 218
TOTAL[3]	**36 309**	**11 736**	**6 984**	**55 029**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (HUMA)	46	8	12	-	80h37m	169	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SHUM)[4]	2	-	-	-	1h23m	-	-
TOTAL	**48**	**8**	**12**	**-**	**82h00m**	**169**	**3**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord étudie et examine des questions touchant les Autochtones et les habitants des régions septentrionales du Canada et en fait rapport.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a achevé son étude *Politique de la prévention et gestion des manquements* et a présenté son sixième rapport à la Chambre le 29 mai. Il a aussi terminé son étude *Suicide au sein des peuples et des communautés autochtones* et a présenté son neuvième rapport à la Chambre le 19 juin. Le Comité a repris son étude *Objet du projet de loi S-3, Loi modifiant la Loi sur les Indiens (élimination des iniquités fondées sur le sexe en matière d'inscription)*, et a entendu plus de 20 témoins lors de deux réunions. Il a fait rapport du projet de loi à la Chambre, avec amendements, le 16 juin. Le Comité a examiné le *Budget principal des dépenses 2017-2018* et le *Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018*, pour lesquels il a présenté ses cinquième et septième rapports respectivement, le 8 mai et le 2 juin. Enfin, le Comité a commencé l'étude *Objet du projet de loi C-17, Loi modifiant la Loi sur l'évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon et modifiant une autre loi en conséquence*.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a commencé l'étude *Revendications particulières et ententes sur les revendications territoriales globales* qui l'a amené à Vancouver (Colombie-Britannique), Winnipeg (Manitoba), Québec (Québec), Belleville (Ontario) et Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest). Au total, il a entendu 89 témoins. Le Comité a aussi terminé son étude du projet de loi C-17, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon et modifiant une autre loi en conséquence*, le renvoyant à la Chambre, sans amendement, le 6 octobre. Il a ensuite commencé l'étude *Prévention des incendies et gestion des urgences dans les communautés autochtones*. Le 30 novembre, il a tenu une séance d'information sur la *Lettre de mandat de la ministre des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord* et sur la *Lettre de mandat de la ministre des Services aux Autochtones*, puis il s'est penché sur le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018*. Le Comité a fait rapport de ces crédits le 1er décembre 2017 dans son 11e rapport. Le 19 septembre, Cathy McLeod a été élue première vice-présidente du Comité.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a terminé l'étude *Revendications particulières et ententes sur les revendications territoriales globales*. Le 19 mars, la présidente a déposé le 12e rapport du Comité, intitulé *Vers le respect et la mise en œuvre des droits fonciers des peuples autochtones*. Le Comité a poursuivi l'étude *Prévention des incendies et gestion des urgences dans les communautés autochtones*. Le Comité a également entrepris l'étude du projet de loi C-262, *Loi visant à assurer l'harmonie des lois fédérales avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*. Le 20 mars, le Comité s'est aussi penché sur l'*Objet du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018* et sur l'*Objet du Budget provisoire des dépenses 2018-2019*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Présidente	L'hon. MaryAnn Mihychuk	
Vice-président(e)s	Cathy McLeod Romeo Saganash	
Membres	William Amos Gary Anandasangaree Mike Bossio T.J. Harvey	Dan Vandal Arnold Viersen Kevin Waugh
Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote)	Yvonne Jones Don Rusnak	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	4 364	4 364
Suicide au sein des peuples et des communautés autochtones	5 574	-	283	5 857
Objet du projet de loi S-3	4 573	275	261	5 109
Politique de la prévention et gestion des manquements	6 443	425	270	7 137
Revendications particulières et ententes sur les revendications territoriales globales	20 477	370	1 347	22 194
Objet du projet de loi C-17	1 189	-	1 282	2 471
Prévention des incendies et gestion des urgences dans les communautés autochtones	16 869	1 175	1 341	19 385
TOTAL[3]	**55 125**	**2 245**	**9 148**	**66 517**

[1] Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.
[2] « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.
[3] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.
[4] « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

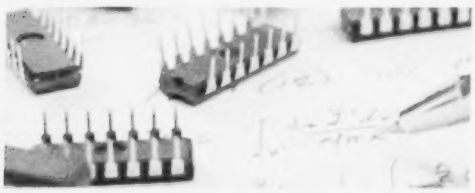
DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[1]
Revendications particulières et ententes sur les revendications territoriales globales – Vancouver (Colombie-Britannique), Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest), Winnipeg (Manitoba), Belleville (Ontario), Québec (Québec) 24 au 29 septembre et 22 et 23 octobre 2017	7	9	61 935	14 403	6 730	25 130	108 198
TOTAL[1]	**7**	**9**	**61 935**	**14 403**	**6 730**	**25 130**	**108 198**

[1] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.
[2] « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (INAN)	50	7	6	2	95h22m	248	8
Sous-comité du programme et de la procédure (SINA)[4]	3	-	-	-	1h37m	-	-
TOTAL	**53**	**7**	**6**	**2**	**96h59m**	**248**	**8**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*



MANDAT

Le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie réalise des études et prépare des rapports sur les activités et dépenses d'Industrie Canada et des membres de son portefeuille ainsi que sur d'autres questions touchant le développement industriel et technologique; la recherche et le développement scientifiques; la politique en matière de télécommunications; l'investissement, le commerce, la petite entreprise et le tourisme; les règles et services assurant le bon fonctionnement du marché.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a conclu son examen du projet de loi C-36, *Loi modifiant la Loi sur la statistique*. Pendant l'étude, le Comité a entendu 18 témoins au cours de sept réunions et en a fait rapport à la Chambre sans amendement le 8 mai. Il a consacré deux réunions à l'examen du *Budget principal des dépenses 2017-2018* et a fait rapport à la Chambre le 29 mai. Pendant cette période, le Comité a achevé son étude *Secteur manufacturier*; le 31 mai, il a présenté à la Chambre son sixième rapport intitulé *Le secteur manufacturier canadien : urgent besoin de s'adapter*. Le septième rapport du Comité concernant son étude *Coopération Canada – États-Unis en matière d'innovation et de création d'emplois* a été présenté à la Chambre le 12 juin. Relié à cette étude, le Comité s'est déplacé à Washington (D.C.) du 1er au 3 mai. Après une séance d'information sur la connectivité à large bande dans les régions rurales du Canada et une séance d'information sur la propriété intellectuelle et le transfert des technologies, le Comité a amorcé une étude sur le deuxième sujet. Ainsi, six réunions ont été consacrées à l'étude de cette question et 27 témoins ont été entendus. Le Comité a aussi publié un communiqué de presse invitant les Canadiens à présenter des mémoires pour la prochaine étude *Connectivité à large bande au Canada rural*.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a poursuivi son étude *Propriété intellectuelle et transfert des technologies* et a présenté son huitième rapport à la Chambre le 23 novembre. De plus, deux réunions ont été consacrées à l'étude du *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018*, qui a fait l'objet d'un rapport à la Chambre le 4 décembre. À la suite d'un ordre de renvoi de la Chambre relativement à *l'Examen prévu par la loi de la Loi canadienne anti-pourriel*, le Comité a tenu 13 réunions et entendu 41 témoins avant de faire rapport de ses constatations à la Chambre dans son 10e rapport, présenté le 13 décembre. En outre, à la suite d'une séance d'information donnée par le ministère de l'Industrie et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, le 23 novembre, le Comité a commencé l'étude *Connectivité à large bande au Canada rural*. De plus, le 7 décembre, le Comité a entrepris l'examen de la *Nomination par décret de Mona Nemer au poste de conseillère scientifique en chef*. Le 19 septembre, l'hon. Maxime Bernier a été élu premier vice-président du Comité.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a terminé son étude *Connectivité à large bande au Canada rural* avec six réunions, l'audition de 14 témoins et l'adoption d'un rapport. Le Comité a également tenu une réunion, avec quatre témoins, dans le cadre de l'étude sur les *Performances des iPhones et leurs piles : les intérêts des consommateurs canadiens*. À la suite d'un ordre de renvoi de la Chambre relativement à *l'Examen prévu par la loi de la Loi sur le droit d'auteur*, le Comité a tenu des réunions, incluant une séance d'information avec six témoins des ministères de l'Industrie et du Patrimoine canadien, afin de préparer cette étude qui devrait se poursuivre au cours de l'année à venir.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président	Dan Ruimy	
Vice-présidents	L'hon. Maxime Bernier Brian Masse	
Membres	Frank Baylis Matt Jeneroux Majid Jowhari Dane Lloyd	Lloyd Longfield Mary Ng Terry Sheehan
Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote)	David Lametti Alaina Lockhart	Kate Young

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	3 468	3 468
Projet de loi C-36	4 310	1 284	305	5 899
Propriété intellectuelle et transfert des technologies	4 282	3 186	1 262	8 730
Examen prévu par la loi de la Loi canadienne anti-pourriel	4 189	737	440	5 365
Connectivité à large bande au Canada rural	2 388	2 400	395	5 184
TOTAL[3]	**15 169**	**7 607**	**5 870**	**28 646**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[1]
Coopération Canada – États-Unis en matière d'innovation et de création d'emplois – Washington (D.C.) (États-Unis d'Amérique) 1er au 3 mai 2017	7	4	15 554	12 061	3 499	1 652	32 765
TOTAL[1]	**7**	**4**	**15 554**	**12 061**	**3 499**	**1 652**	**32 765**

[1] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*

[2] *« Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

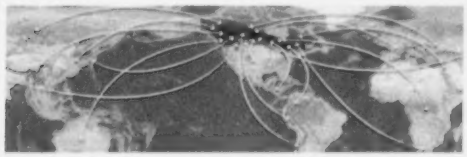
COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (INDU)	47	4	12	0	80h48m	138	7
Sous-comité du programme et de la procédure (SIND)[4]	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**47**	**4**	**12**	**0**	**80h48m**	**138**	**7**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*

[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*

[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*

[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*



MANDAT

Le Comité permanent du commerce international a pour mandat de mener des études et de présenter des rapports sur des sujets tels que la politique de commerce international ainsi que le milieu du commerce et de l'investissement mondial.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a poursuivi sa consultation publique sur l'étude *Priorités des intervenants canadiens dans le commerce bilatéral ou trilatéral en Amérique du Nord.* Il a tenu huit réunions sur le sujet à Ottawa, dont deux au cours de l'été, au cours desquelles il a entendu 35 témoins, y compris la ministre des Affaires étrangères. Il a également effectué des déplacements en avril à San Francisco et Sacramento (Californie), Denver (Colorado) et Seattle (Washington), et en juin, à Detroit (Michigan), Chicago (Illinois) et Washington (D.C.). Au cours de ces voyages, le Comité a rencontré des élus, des gens d'affaires canadiens et américains et des experts de groupes de réflexion. À Washington, il a également eu une rencontre avec le House Ways and Means Subcommittee on Trade, auquel tous les membres du House Committee on Ways and Means ont été conviés; au total 17 représentants américains ont participé à cette rencontre. Enfin, le Comité a présenté ses sixième et septième rapports en Chambre, intitulés *L'accord du Partenariat transpacifique : avantages et défis pour les canadiens* et *La capacité de l'industrie canadienne de l'acier à soutenir la concurrence internationale.*

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a poursuivi et complété son étude *Priorités des intervenants canadiens ayant un intérêt dans le commerce bilatéral ou trilatéral en Amérique du Nord.* Il a tenu 10 réunions sur le sujet à Ottawa et a entendu 34 témoins, dont la U.S. Chamber of Commerce. Dans le cadre de cette étude, il a effectué un voyage aux États-Unis en septembre. À Columbus (Ohio) et Milwaukee (Wisconsin), il a visité diverses entreprises en plus de rencontrer plusieurs élus et gens d'affaires. Le Comité devait se rendre à Mexico (Mexique), mais a dû annuler cette partie du voyage en raison du tremblement de terre survenu à cet endroit. Le 12 décembre, le Comité a présenté à la Chambre son huitième rapport intitulé *Priorités des intervenants canadiens ayant un intérêt dans le commerce bilatéral ou trilatéral en Amérique du Nord, entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.*

Le 31 octobre, le Comité a organisé une réunion avec une délégation de l'Ukraine qui a accueilli le premier ministre S.E. M. Volodymyr Groysman, le vice-premier ministre S.E. M. Stepan Kubiv et l'ambassadeur de l'Ukraine au Canada, S.E. M. Andriy Shevchenko. Trente députés ont pris part à cet événement auquel ont été invités les membres du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international ainsi que du Comité permanent de la défense nationale.

Au cours de la période, le Comité a entrepris quatre études. La première, *Commerce électronique pour les entreprises et PME canadiennes progressistes,* a permis de rencontrer 14 témoins en trois réunions. La seconde, *Multiculturalisme et commerce international,* a permis de rencontrer 17 témoins en trois réunions. La troisième, séance d'information sur les négociations en cours de l'*Accord de libre-échange nord-américain,* a permis aux membres de poser des questions au négociateur en chef de l'ALENA. Enfin, la dernière étude, *Mise à jour d'Affaires globales Canada sur les négociations de certains accords commerciaux internationaux,* a réuni en une rencontre quatre hauts fonctionnaires. De plus, le Comité a accueilli le vérificateur général du Canada dans le cadre de l'étude *Rapport 2 – Les droits de douane, du Rapport du printemps 2017 du vérificateur général du Canada.* Finalement, le 20 septembre, Dean Allison a été élu à la vice-présidence.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a concentré son attention sur deux accords potentiels de libre-échange actuellement en négociation : l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Alliance du Pacifique, et l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Dans le premier cas, le Comité a entendu des témoins de divers secteurs d'activités au cours de quatre réunions. Lors de sa cinquième réunion sur le sujet, le Comité a eu l'honneur d'auditionner les ambassadeurs du Chili et du Mexique, de même que des hauts fonctionnaires des ambassades de la Colombie et du Pérou. Par ailleurs, une délégation du Comité a effectué une visite de 10 jours dans les pays de l'ANASE, soit à Singapour (Singapour), à Kuala Lumpur (Malaisie) et à Bangkok (Thaïlande), où elle a rencontré des ministres et des hauts-fonctionnaires du commerce international dans chacun de ces pays, des gens d'affaires du Canada et de l'Asie du Sud-Est, ainsi qu'effectué des visites de sites comme celle de l'usine de géomembranes Solmax à Kuala Lumpur, en Malaisie.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président L'hon. Mark Eyking

Vice-président(e)s Dean Allison
Tracey Ramsey

Membres

Colin Carrie	Linda Lapointe
Sukh Dhaliwal	Karen Ludwig
Peter Fonseca	Kyle Peterson
Randy Hoback	

Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote) Pam Goldsmith-Jones
L'hon. Andrew Leslie

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	4 188	4 188
La capacité de l'industrie canadienne de l'acier à soutenir la concurrence internationale	1 045	-	43	1 088
Priorités des intervenants canadiens dans le commerce bilatéral ou trilatéral en Amérique du Nord	8 380	4 376	1 177	13 934
Commerce électronique pour les entreprises et PME canadiennes progressistes	2 406	-	252	2 658
Multiculturalisme et commerce international	3 088	550	166	3 804
Accord potentiel entre le Canada et l´Alliance du Pacifique : consultation des Canadiens	5 811	1 146	215	7 172
TOTAL[3]	**20 730**	**6 072**	**6 041**	**32 844**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE[1] DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Priorités des intervenants canadiens ayant un intérêt dans le commerce bilatéral ou trilatéral en Amérique du Nord – Seattle (Washington), Sacramento et San Francisco (Californie), Denver (Colorado) (États-Unis d'Amérique) 2 au 7 avril 2017	7	3	33 584	20 510	4 061	8 615	66 771
Priorités des intervenants canadiens ayant un intérêt dans le commerce bilatéral ou trilatéral en Amérique du Nord – Détroit (Michigan), Chicago (Illinois), Washington (D.C.) (États-Unis d'Amérique) 4 au 8 juin 2017	7	5	23 851	17 780	5 860	3 484	50 974
Priorités des intervenants canadiens ayant un intérêt dans le commerce bilatéral ou trilatéral en Amérique du Nord – Columbus (Ohio), Milwaukee (Wisconsin) (États-Unis d'Amérique) 27 au 29 septembre 2017	7	5	32 999	5 202	2 298	3 287	43 786
Relations commerciales entre le Canada et les pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est – Singapour (Singapour), Kuala Lumpur (Malaisie), Bangkok (Thaïlande) 23 février au 3 mars 2018	7	3	89 756	18 201	8 369	5 618	121 944
TOTAL[3]	**28**	**16**	**180 190**	**61 693**	**20 588**	**21 004**	**283 475**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*

[2] *« Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.*

[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (CIIT)	39	19	13	1	55h01m	150	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SCII)[4]	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**39**	**19**	**13**	**1**	**55h01m**	**150**	**3**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent de la justice et des droits de la personne examine les projets de loi, les politiques, les programmes et les dépenses du ministère de la Justice et des six organismes fédéraux qui relèvent de son portefeuille.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité est passé à la prochaine partie de son étude *Accès en matière de justice* axée sur l'aide juridique. Le Comité a étudié le projet de loi S-217, *Loi modifiant le Code criminel (détention sous garde)* et en a fait rapport à la Chambre le 11 mai, lui recommandant de ne pas y donner suite. En ce qui concerne son étude des *Propositions présentées en vue de la Loi corrective de 2017*, le Comité a examiné lesdites propositions et a fait rapport à la Chambre de cette question le 31 mai. Le Comité a tenu une réunion pour l'*Examen aux fins de la nomination de Kathleen Roussel à titre de directeur des poursuites pénales* et en a fait rapport à la Chambre le 7 juin, recommandant que cette nomination soit approuvée. Le Comité a commencé son étude du projet de loi C-46, *Loi modifiant le Code criminel (infractions relatives aux moyens de transport) et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois.*

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a complété l'étude du projet de loi C-46. Après avoir tenu six réunions, entendu 70 témoins et reçu 18 mémoires, le Comité a fait rapport du projet de loi à la Chambre, avec amendements, le 16 octobre. Le Comité a poursuivi son étude *Accès en matière de justice* en complétant la deuxième phase à propos de l'aide juridique et a déposé son rapport à la Chambre sur le sujet le 30 octobre. Le Comité a par la suite étudié le projet de loi C-51, *Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le ministère de la Justice et apportant des modifications corrélatives à une autre loi.* Après avoir entendu le témoignage de 46 personnes et pris en considération 17 mémoires, le Comité a fait rapport du projet de loi à la Chambre, avec amendements, le 20 novembre. Le Comité a également débuté l'étude *Counseling et autres services de santé mentale offerts aux jurés.* Le Comité a aussi tenu une réunion pour la *Nomination de l'honorable Sheilah L. Martin à la Cour suprême du Canada* le 4 décembre. Enfin, l'hon. Rob Nicholson a été élu vice-président du Comité le 19 septembre.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a poursuivi son étude *Counseling et autres services de santé mentale offerts aux jurés.* À la suite de changements dans la composition du Comité, Murray Rankin a été élu second vice-président le 30 janvier. Le Comité a commencé l'étude *Traite des personnes au Canada* en tenant des audiences publiques. Relié à cette étude, du 19 mars au 23 mars, le Comité s'est rendu à Halifax (Nouvelle-Écosse), Montréal (Québec), Toronto (Ontario), Edmonton (Alberta) et Vancouver (Colombie-Britannique), pour effectuer des rencontres et des visites avec plus de 80 organisations.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président	Anthony Housefather	
Vice-présidents	L'hon. Rob Nicholson Murray Rankin	
Membres	Randy Boissonnault Michael Cooper Ali Ehsassi Colin Fraser	Iqra Khalid Dave Mackenzie Ron McKinnon
Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote)	Bill Blair Marco Mendicino	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	476	476
Accès en matière de justice	4 069	-	530	4 598
Projet de loi C-305	1 409	-	-	1 409
Projet de loi S-217	6 872	-	344	7 216
Projet de loi C-46	17 776	2 602	1 396	21 773
Projet de loi C-51	11 409	1 303	1 219	13 931
Counseling et autres services de santé mentale offerts aux jurés	12 727	1 493	960	15 180
Traite des personnes au Canada	5 122	531	551	6 204
TOTAL[3]	**59 384**	**5 929**	**5 476**	**70 787**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[1]
Traite de personne au Canada – Halifax (Nouvelle-Écosse), Montréal (Québec), Toronto (Ontario), Edmonton (Alberta), Vancouver (Colombie-Britannique) 18 au 24 mars 2018	7	7	40 120	9 350	5 285	7 005	61 760
TOTAL[1]	**7**	**7**	**40 120**	**9 350**	**5 285**	**7 005**	**61 760**

[1] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[2] *« Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (JUST)	40	16	15	1	71h46m	210	7
Sous-comité du programme et de la procédure (SJUS)[4]	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**40**	**16**	**15**	**1**	**71h46m**	**210**	**7**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent de la défense nationale étudie le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes, de même que le contexte de sécurité national, continental et international.

Pendant la période allant du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a tenu 15 réunions. Il a notamment étudié la nomination par décret de Jody Thomas au poste de sous-ministre déléguée principale de la Défense nationale. Le Comité a ensuite poursuivi son étude *Le Canada et la défense de l'Amérique du Nord* et a adopté deux rapports sur cette question. Le premier rapport, intitulé *La relation Canada-États-Unis : Perspectives sur la défense, la sécurité et le commerce*, a été présenté à la Chambre le 31 mai, et le deuxième, intitulé *La disponibilité opérationnelle des forces navales du Canada*, a été présenté à la Chambre le 15 juin. Le Comité a aussi entrepris l'étude *La participation du Canada à l'OTAN* et a tenu une réunion avec le ministre de la Défense nationale et des fonctionnaires du ministère concernant la *Revue de la politique de défense du Canada*. Finalement, le Comité s'est réuni le 22 août, à la demande de quatre membres et conformément à l'article 106(4) du Règlement, et a convenu de mener l'étude *La capacité du Canada de se défendre et à défendre ses alliés en cas d'attaque de la Corée du Nord*.

Pendant la période allant du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a tenu 19 réunions. Il a tenu une réunion pour son étude *La capacité du Canada à se défendre et à défendre ses alliés en cas d'attaque de la Corée du Nord*. Le Comité a ensuite continué son étude *La participation du Canada à l'OTAN* en tenant un total de six réunions à ce sujet. Par la suite, le Comité a entrepris une étude intitulée *Le Canada et la crise en Ukraine*, dans le cadre de laquelle il a tenu neuf réunions avant de présenter son rapport le 11 décembre 2017. Il a ensuite étudié les nominations par décret de Jody Thomas au poste de sous-ministre de la Défense, Gordon Venner au poste de sous-ministre délégué de la Défense nationale, William Matthews au poste de sous-ministre délégué principal de la Défense nationale et Geneviève Bernatchez au poste de juge-avocate générale des Forces armées canadiennes. Le Comité a aussi tenu une réunion sur le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018* et en a fait rapport le 30 novembre 2017. Pendant la même période, du 18 au 26 septembre 2017, le Comité s'est rendu au siège de l'OTAN à Bruxelles (Belgique), puis en Lettonie et en Ukraine, dans le cadre de l'étude *La participation du Canada à l'OTAN*. Finalement, le 2 octobre, James Bezan a été élu au poste de premier vice-président du Comité.

Pendant la période allant du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a tenu 13 réunions. Le Comité a poursuivi son étude *Participation du Canada à l'OTAN* et y a consacré un total de 11 réunions. De plus, le Comité a tenu une réunion avec le ministre de la Défense nationale concernant l'*Objet du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018* et l'*Objet du Budget provisoire des dépenses 2018-2019*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président	Stephen Fuhr	
Vice-présidents	James Bezan Randall Garrison	
Membres	Leona Alleslev Darren Fisher Cheryl Gallant Mark Gerretsen	Yves Robillard Sven Spengemann David Yurdiga
Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote)	Jean R. Rioux Sherry Romanado	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	2 248	2 248
Le Canada et la défense de l'Amérique du Nord	-	-	957	957
La capacité du Canada à se défendre et à défendre ses alliés en cas d'attaque de la Corée du Nord	4 745	620	425	5 790
Le Canada et la crise en Ukraine	3 266	2 359	1 096	6 720
La participation du Canada à l'OTAN	6 447	1 651	1 735	9 833
TOTAL[3]	**14 458**	**4 630**	**6 461**	**25 548**

[1] Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.
[2] « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.
[3] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.
[4] « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[1]
Participation du Canada à l'OTAN – Bruxelles (Belgique), Riga (Lettonie) et Kiev (Ukraine) 18 au 26 septembre 2017	7	2	81 621	15 722	6 839	9 818	114 001
TOTAL[1]	**7**	**2**	**81 621**	**15 722**	**6 839**	**9 818**	**114 001**

[1] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.
[2] « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (NDDN)	47	3	9	2	78h51m	112	5
Sous-comité du programme et de la procédure (SNDD)[4]	2	-	-	-	1h53m	-	-
TOTAL	**49**	**3**	**9**	**2**	**80h44m**	**112**	**5**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent des ressources naturelles étudie les projets de loi, les activités et dépenses du gouvernement, ainsi que les questions liées aux secteurs canadiens de l'énergie, des forêts, des minéraux et des métaux, ainsi que des sciences de la Terre.

Du 1er avril au 31 août, le Comité a tenu 10 réunions, qui ont surtout porté sur l'étude *Technologies propres dans les secteurs des ressources naturelles du Canada*. Au cours de 12 réunions tenues dans le cadre de cette étude, le Comité a entendu 52 témoins, et le président a présenté le rapport du Comité le 9 juin. Le même jour, le Comité a aussi présenté son troisième rapport relatif à l'étude *L'avenir des industries pétrolière et gazière, minière et nucléaire au Canada : Innovation, solutions durables et débouchés économiques*, traitant du secteur nucléaire. Pendant cette période, le Comité a aussi étudié le *Budget principal des dépenses 2017-2018* et a entendu le ministre des Ressources naturelles à ce sujet.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a consacré son temps à deux études. L'une portait sur les *Interconnexions électriques stratégiques*. Le Comité a entendu 45 témoins à ce sujet avant de présenter un rapport à la Chambre le 11 décembre. L'autre étude était relative aux *Produits de la chaîne d'approvisionnement secondaire dans le secteur forestier canadien*. Sept réunions y ont été consacrées et des témoins ont été entendus. Le 20 septembre, Shannon Stubbs a été élue vice-présidente du Comité.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a consacré quatre réunions d'audiences supplémentaires relativement à son étude des *Produits de la chaîne d'approvisionnement secondaire dans le secteur forestier canadien*. Le Comité y a entendu 24 témoins supplémentaires. Le 7 février, la Chambre renvoyait au Comité le projet de loi C-354, *Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (utilisation du bois)*. Le Comité a entendu des témoins pendant quatre réunions à ce sujet.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président	James Maloney	
Vice-président(e)s	Shannon Stubbs Richard Cannings	
Membres	Ted Falk	Marc Serré
	T.J. Harvey	Geng Tan
	Mary Ng	Nick Whalen
	Jamie Schmale	
Secrétaire parlementaire (Membre sans droit de vote)	Kim Rudd	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	265	265
L'avenir des industries pétrolière et gazière, minière et nucléaire au Canada : innovation, solutions durables et débouchés économiques	-	-	86	86
Technologies propres dans les secteurs des ressources naturelles du Canada	15 129	1 370	236	16 735
Interconnexions électriques stratégiques	4 312	2 861	731	7 904
Produits de la chaîne d'approvisionnement secondaire dans le secteur forestier canadien	7 494	7 107	755	15 356
Projet de loi C-354	1 570	525	325	2 419
TOTAL[3]	**28 505**	**11 863**	**2 398**	**42 765**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[3]	TOTAL[2]
Interconnexions électriques stratégiques – Toronto, Mississauga, Oshawa, Chalk River (Ontario) Annulé[1]	-	-	1 407	-	-	-	1 407
TOTAL[2]	**-**	**-**	**1 407**	**-**	**-**	**-**	**1 407**

[1] *Les dépenses comptabilisées pour les voyages annulés ne tiennent pas compte des sommes disponibles à titre de crédit pour des déplacements ultérieurs.*
[2] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements*
[3] *« Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (RNNR)	40	1	19	-	56h52m	145	4
Sous-comité du programme et de la procédure (SRRN)[4]	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**40**	**1**	**19**	**-**	**56h52m**	**145**	**4**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent des langues officielles a notamment pour mandat d'étudier les politiques et programmes de langues officielles y compris les rapports annuels du commissaire aux langues officielles du Canada.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a conclu son étude *Dénombrement des ayants droit en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés* par la présentation de son cinquième rapport à la Chambre le 9 mai. Le Comité a aussi continué son étude *Mise en œuvre intégrale de la Loi sur les langues officielles dans le système de justice canadien*, dans le cadre de laquelle il a entendu 24 témoins. De plus, le Comité a tenu une réunion consacrée aux *Enjeux relatifs à la formation en français dans le domaine des sciences infirmières au Canada*. Il a également poursuivi son étude *Mise en œuvre de la Loi sur les langues officielles à Air Canada* et a entendu des fonctionnaires du ministère des Transports et la commissaire aux langues officielles par intérim. De plus, le Comité a consacré une réunion à la *Vérification portant sur les services bilingues fournis au public voyageur par l'ACSTA*. Le 15 mai, en vertu de l'article 111.1(1) du Règlement, le *Certificat de nomination de Madeleine Meilleur au poste de commissaire aux langues officielles* a été renvoyé au Comité par la Chambre et, le 18 mai, la candidate a comparu devant le Comité. De plus, en lien avec la réponse du gouvernement au rapport du Comité intitulé *Vers un nouveau plan d'action pour les langues officielles et un nouvel élan pour l'immigration francophone en milieu minoritaire*, la ministre du Patrimoine canadien et le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté ont comparu le 14 juin. Enfin, le Comité a rencontré la commissaire aux langues officielles par intérim pour discuter du *Rapport annuel 2016-2017*.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a tenu une réunion en vue de discuter de la réponse du gouvernement à son cinquième rapport, intitulé *Le dénombrement des ayants droit en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés: pour un recensement au service de la Charte*. Aussi, du 23 au 26 octobre, sept membres du Comité se sont rendus dans Brome-Missisquoi (Québec), au Cap-Breton et à Grand Pré (Nouvelle-Écosse) dans le cadre de l'*Examen de l'état des langues officielles en milieu minoritaire à travers le Canada*. Au cours de ce voyage, ils ont rencontré des représentants de différentes collectivités des deux groupes minoritaires de langues officielles. De plus, pendant cette période, le Comité a terminé son étude *Mise en œuvre de la Loi sur les langues officielles à Air Canada* et présenté son sixième rapport à la Chambre le 2 novembre. En outre, le Comité a tenu une réunion concernant les *Données du Recensement 2016 sur les langues : surestimation de la croissance de l'anglais au Québec*. Il a aussi commencé l'étude *Accès des services à la petite enfance dans la langue de la minorité* en entendant le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social le 30 novembre. Aussi, conformément à l'article 111.1(1) du Règlement, la Chambre a renvoyé le *Certificat de nomination de Raymond Théberge au poste de commissaire aux langues officielles* au Comité le 30 novembre, et le candidat a comparu les 5 et 7 décembre. Le 8 décembre, le Comité a présenté son septième rapport à la Chambre dans lequel il a recommandé la nomination de M. Théberge. De plus, la ministre du Patrimoine canadien a comparu devant le Comité le 7 décembre dans le but de discuter du *Rapport annuel sur les langues officielles 2015-2016*. Enfin, le Comité a conclu son étude *Mise en œuvre intégrale de la Loi sur les langues officielles dans le système de justice canadien* en présentant son huitième rapport à la Chambre le 12 décembre. Le 19 septembre, Alupa Clarke a été élu premier vice-président du Comité.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a entrepris l'*Examen des programmes d'appui pour la littératie et la numératie au Canada* ainsi que l'*Examen des programmes d'appui aux médias des communautés de langue officielle en situation minoritaire*. Le Comité a entendu des témoins dans le cadre de ces deux études pendant cette période. En outre, le Comité s'est rendu à Whitehorse (Yukon), Vancouver (Colombie-Britannique), à Edmonton (Alberta) et à Winnipeg (Manitoba) dans le cadre des études *Accès aux services à la petite enfance dans la langue de la minorité* et *Programmes d'enseignement du français et de l'anglais langue seconde*. Pendant ce voyage, le Comité a entendu 44 témoins et a visité des écoles, des services de garde, des organismes communautaires ainsi que divers intervenants. Enfin, le Comité a tenu une réunion de suivi sur l'étude qu'il avait effectuée précédemment sur les *Enjeux relatifs au dénombrement des ayants droit en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président L'hon. Denis Paradis

Vice-présidents Alupa A. Clarke
François Choquette

Membres

René Arseneault	Paul Lefebvre
Sylvie Boucher	Darrell Samson
Bernard Généreux	Dan Vandal
Linda Lapointe	

Secrétaire parlementaire (Membre sans droit de vote) Sean Casey

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	3 013	3 013
Mise en oeuvre de la Loi sur les langues officielles à Air Canada	2 296	-	804	3 100
Mise en œuvre intégrale de la Loi sur les langues officielles dans le système de justice canadien	5 571	-	1 116	6 687
Enjeux relatifs à la formation en français dans le domaine des sciences infirmières au Canada	4 720	-	261	4 981
Enjeux relatifs au dénombrement des ayants droit en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés	-	-	51	51
Examen des programmes d'appui aux médias des communautés de langue officielle en situation minoritaire	2 904	-	183	3 087
Examen des programmes d'appui pour la littératie et la numératie au Canada	285	-	113	398
Programmes d'enseignement du français et de l'anglais langue seconde	3 341	-	-	3 341
Accès aux services à la petite enfance dans la langue de la minorité	3 304	-	-	3 304
TOTAL[3]	**22 421**	-	**5 541**	**27 962**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique."*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[1]
Examen de l'état des langues officielles en milieu minoritaire à travers le Canada – Brome-Missisquoi (Québec), Cape-Breton et Grand Pré de la Vallée (Nouvelle-Écosse) 22 au 26 octobre 2017	7	2	13 206	3 946	2 721	783	20 656
Accès des services à la petite enfance dans la langue de la minorité et les Programmes d'enseignement du français et de l'anglais langue seconde – Whitehorse (Yukon), Vancouver (Colombie-Britannique), Edmonton (Alberta), Winnipeg (Manitoba) 26 février au 2 mars 2018	7	9	31 877	9 902	5 273	17 889	64 940
TOTAL[1]	**14**	**11**	**45 083**	**13 848**	**7 994**	**18 672**	**85 596**

[1] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*

[2] *« Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.*

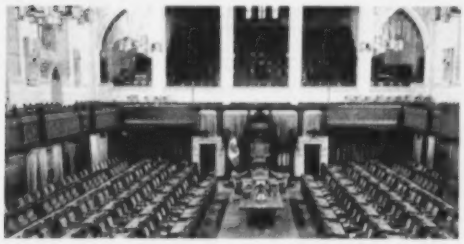
RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (LANG)	43	7	1	-	75h34m	142	5
TOTAL	**43**	**7**	**1**	**-**	**75h34m**	**142**	**5**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*

[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*

[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*



MANDAT (PROC)

Le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre examine les règles et pratiques de la Chambre et de ses comités, les questions électorales, les questions de privilège, les conflits d'intérêts des députés, l'administration interne de la Chambre, ainsi que les services et installations destinés aux députés, et il présente des rapports à ce sujet.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a tenu 12 réunions et a présenté sept rapports à la Chambre. Sa 55e réunion, amorcée le 21 mars, s'est ajournée le 2 mai. Le 29e rapport, présenté et adopté le 1er mai, et le 32e rapport, présenté et adopté le 1er juin, traitent des changements à la composition des comités. Le Comité a examiné le *Budget principal des dépenses 2017-2018* et en a fait rapport à la Chambre le 18 mai dans son 31e rapport. De plus, conformément à un ordre de renvoi de la Chambre lié à la *Question de privilège concernant la libre circulation des députés au sein de la Cité parlementaire*, le Comité a tenu sept réunions et entendu 10 témoins, puis a fait part de ses constatations à la Chambre dans son 34e rapport, présenté le 19 juin. Le Comité a aussi poursuivi son étude du rapport du directeur général des élections intitulé *Un régime électoral pour le 21e siècle : Recommandations du directeur général des élections du Canada à la suite de la 42e élection générale* et a présenté un troisième rapport provisoire sur cette étude le 20 juin. Le 15 juin, le Comité a entendu l'hon. Bardish Chagger, leader du gouvernement à la Chambre des communes, relativement aux modifications qui pourraient être apportées au *Règlement*. À la même réunion, le Comité a également examiné la *Nomination proposée de Charles Robert au poste de Greffier de la Chambre des communes*, en procédant à la comparution du candidat proposé.

Le Sous-comité des affaires émanant des députés s'est réuni deux fois conformément à l'article 91.1 du Règlement pour déterminer si certains projets de loi et motions émanant de députés devaient être désignés non votables. Ces réunions ont mené à deux rapports de PROC : le 30e rapport, présenté le 4 mai, et le 33e rapport, présenté le 14 juin.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a tenu 18 réunions et présenté 13 rapports à la Chambre. Pendant cette période, il a réalisé l'*Examen du Code de conduite pour les députés de la Chambre des communes : harcèlement sexuel*, recommandant des modifications au Code dans son 42e rapport. Le Code, qui est entré en vigueur dès le premier jour de la 42e législature, fournit un cadre pour le traitement des plaintes de harcèlement sexuel entre députés de la Chambre des communes. Il a aussi étudié le projet de loi C-50, *Loi modifiant la Loi électorale du Canada (financement politique)*, entendant 16 témoins, avant de le renvoyer à la Chambre avec amendements le 23 octobre. Le Comité a entrepris l'étude *Services et installations destinés aux députés ayant de jeunes enfants*, qui a abouti au 48e rapport, présenté à la Chambre le 30 novembre. Le 7 novembre, le Comité a commencé l'*Examen du système de pétitions électroniques de la Chambre des communes*. Le 9 novembre, il a tenu une séance d'information sur l'état des relations de travail au sein du Service de protection parlementaire et étudié le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018*, présentant son 45e rapport à la Chambre le 20 novembre. Le 9 novembre, le Comité a aussi entendu Sheila Malcolmson, la marraine du projet de loi C-352, *Loi modifiant la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada et prévoyant l'élaboration d'une stratégie nationale (abandon de bâtiments)*, au sujet de son appel de la décision du Sous-comité des affaires émanant des députés de désigner le projet de loi non votable. Le Comité a accepté la recommandation du Sous-comité et en a fait rapport à la Chambre dans son 46e rapport le 20 novembre. Pendant la période visée par le présent rapport, le Comité a aussi lancé l'étude *Création d'un commissaire indépendant chargé des débats des chefs*. Le 21 septembre, Scott Reid a été élu premier vice-président du Comité.

Le Sous-comité des affaires émanant des députés s'est réuni à trois reprises, conformément à l'article 91.1 du Règlement, en vue d'étudier le caractère votable des projets de loi et des motions émanant des députés. Ces réunions ont mené à la présentation à la Chambre de quatre rapports par le Comité.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a tenu 10 réunions et a présenté 10 rapports à la Chambre. Pendant cette période, le Comité a terminé l'étude *Création d'un commissaire indépendant chargé des débats des chefs*, à la suite de laquelle il a présenté son 55e rapport à la Chambre le 19 mars. Le 27 février, le Comité a examiné le *Budget provisoire des dépenses 2018-2019*, puis a renvoyé ses observations à la Chambre dans le cadre de son 53e rapport. Le 1er mars, le Comité a examiné et adopté le troisième rapport du Sous-comité des affaires émanant des députés. Le 20 mars, le Comité a entrepris l'étude *Utilisation des langues autochtones dans les délibérations de la Chambre des communes*. De plus, le 22 mars, le Comité a examiné le projet de loi C-377, *Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Châteauguay—Lacolle*, et en a fait rapport à la Chambre sans proposition d'amendement le 26 mars. Le 1er février 2018, le Comité a créé un sous-comité chargé de l'examen du *Code de conduite pour les députés de la Chambre des communes : harcèlement sexuel*. Au cours de la période visée, le sous-comité a tenu sept réunions.

Le Sous-comité des affaires émanant des députés s'est réuni à trois reprises conformément à l'article 91.1 du Règlement pour déterminer le caractère votable de certains projets de loi et de certaines motions des députés. À la suite de ces réunions, le Comité a présenté quatre rapports à la Chambre.

MEMBRES DU COMITÉ PROC (en date du 31 mars 2018)

Président	L'hon. Larry Bagnell	
Vice-président	Blake Richards	
Membres	Chris Bittle	Scott Reid
	David Christopherson	Ruby Sahota
	David de Burgh Graham	Scott Simms
	John Nater	Filomena Tassi
Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote)	Andy Fillmore	
	Kevin Lamoureux	

MEMBRES DU SOUS-COMITÉ SMEM (en date du 31 mars 2018)

Présidente	Filomena Tassi
Membres	Rachel Blaney
	David de Burgh Graham
	Blake Richards

MEMBRES DU SOUS-COMITÉ SCCC (en date du 31 mars 2018)

Président	L'hon. Larry Bagnell	
Membres	Chris Bittle	L'hon. Lisa Raitt
	John Brassard	Ruby Sahota
	Sheila Malcolmson	Filomena Tassi

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

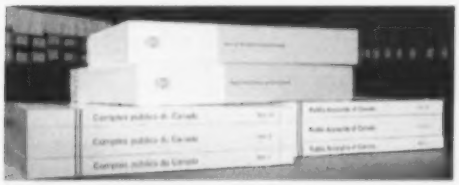
NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	8 422	8 422
Rapport du directeur général des élections - Recommandations à la suite de la 42e élection générale	-	-	418	418
Question de privilège concernant la libre circulation des députés au sein de la Cité parlementaire	-	-	689	689
Projet de loi C-50	901	-	770	1 671
Création d'un commissaire indépendant chargé des débats des chefs	908	3 757	758	5 423
Utilisation des langues autochtones dans les délibérations de la Chambre des communes	-	738	-	738
SCCC-Examen du Code de conduite pour les députés de la Chambre des communes : harcèlement sexuel	1 171	-	-	1 171
TOTAL[3]	**2 980**	**4 495**	**11 057**	**18 532**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique."*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (PROC)	40	5	4	3	112h15m	125	30
Sous-comité des affaires émanant des députés (SMEM)[4]	2	-	-	-	1h08m	-	-
Sous-comité du programme et de la procédure (SPRO)[4]	8	-	-	-	0h50m	-	-
Sous-comité sur le Code de conduite pour les députés de la Chambre des communes : harcèlement sexuel (SCCC)[4]	7	-	-	-	8h01m	8	-
TOTAL	**57**	**5**	**4**	**3**	**122h14m**	**133**	**30**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*



MANDAT

Le Comité permanent des comptes publics a pour mandat de faire des études et de présenter des rapports sur les Comptes publics du Canada et les rapports du vérificateur général du Canada.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a tenu 15 réunions et a présenté neuf rapports. Pendant cette période, le Comité a complété l'étude de tous les *Rapports de l'automne 2016 du vérificateur général du Canada*, à l'exception du *Rapport d'examen spécial — Administration de pilotage du Pacifique*, et a fait rapport à la Chambre sur chacun d'eux. Le Comité a commencé l'étude des *Rapports du printemps 2017 du vérificateur général*, notamment le *Rapport 3, Prévenir la corruption dans les services d'immigration et de contrôle aux frontières*, ainsi que le *Rapport 4, Le soutien en santé mentale pour les membres – Gendarmerie royale du Canada*. Le Comité a aussi examiné les crédits sous la rubrique Bureau du vérificateur général du *Budget principal des dépenses 2017-2018* ainsi que le *Rapport sur le rendement 2015-2016* et le *Rapport sur les plans et priorités 2017-2018* du même organisme. Le Comité a aussi complété ses études *Comptes publics du Canada 2016* et *Examen du plan du ministère de la Défense nationale pour comptabiliser et évaluer ses stocks* et a présenté à la Chambre un rapport sur la première intitulé *Comptes publics du Canada 2016*.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a tenu 19 réunions et a présenté 10 rapports à la Chambre. Pendant cette période, le Comité a étudié la plupart des *Rapports du printemps 2017 du vérificateur général du Canada* ainsi que trois rapports d'examen spécial portant sur le Musée canadien de la nature, Construction de Défense Canada et l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Le Comité a aussi étudié les *Comptes publics du Canada 2017* et a commencé à étudier les *Rapports de l'automne 2017 du vérificateur général du Canada*. Le Comité a tenu une séance d'information avec la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation (FCAR) sur les Comptes publics ainsi que deux séances d'information sur les pouvoirs du Comité en matière de convocation de personnes et de production de documents et dossiers avec le légiste et conseiller parlementaire. Du 10 au 12 septembre, six membres, le greffier et les deux analystes ont participé à la 38e conférence annuelle du Conseil canadien des comités des comptes publics (CCCCP), à Fredericton (Nouveau-Brunswick), puis du 4 au 7 décembre, le président, les vice-présidents et le greffier ont participé à l'Atelier de Westminster 2017 ainsi qu'à la 1re conférence de l'Association des comités des comptes publics du Commonwealth (CAPAC), à Londres (Royaume-Uni).

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a tenu huit réunions et présenté trois rapports à la Chambre. Au cours de cette période, le Comité a poursuivi l'examen des *Rapports de l'automne 2017 du vérificateur général du Canada*, soit le *Rapport 1 Les problèmes liés au système de paye Phénix*, le *Rapport 2 Les centres d'appels – Agence du revenu du Canada*, le *Rapport 3 Les services d'établissement pour les réfugiés syriens – Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada*, le *Rapport 4 Les programmes de santé buccodentaire pour les Premières Nations et les Inuit – Santé Canada* et le *Rapport 6 Le Collège militaire royal du Canada – Défense nationale*. Le Comité a également tenu une séance d'information en présence du légiste et conseiller parlementaire, de l'avocat général principal du Bureau du vérificateur général et du conseiller juridique du greffier du Conseil privé afin d'examiner les pouvoirs du vérificateur général en ce qui concerne l'accès à l'information. Enfin, le Comité a tenu une séance d'information avec le vérificateur général afin de traiter de différents enjeux dont est saisi le Comité.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président L'hon. Kevin Sorenson

Vice-président(e)s Alexandra Mendès
David Christopherson

Membres
Chandra Arya
Shaun Chen
Gérard Deltell
Paul Lefebvre
Rémi Massé
Alexander Nuttall
Jean Yip

Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote)
Steven MacKinnon
Joyce Murray

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[1]	TOTAL[2]
Budget de fonctionnement[3]	-	-	3 324	3 324
TOTAL[2]	**-**	**-**	**3 324**	**3 324**

[1] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[2] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[3] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[1]
Conférence annuelle du Conseil canadien des comités des comptes publics (CCCCP) et du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) – Fredericton (Nouveau-Brunswick) 10 au 12 septembre 2017	6	3	7 993	2 843	941	3 604	15 380
Conférence de l'Association du Commonwealth des comités des comptes publics (CAPAC) – Londres (Royaume-Uni) 3 au 8 décembre 2017	3	1	9 472	6 327	3 310	1 405	20 514
TOTAL[1]	**9**	**4**	**17 465**	**9 170**	**4 251**	**5 009**	**35 894**

[1] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[2] *« Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (PACP)	42	19	-	-	73h18m	159	22
Sous-comité du programme et de la procédure (SPAC)[4]	1	-	-	-	0h43m	-	-
TOTAL	**43**	**19**	**-**	**-**	**74h01m**	**159**	**22**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent de la sécurité publique et nationale examine les projets de lois, les politiques, les programmes et les plans de dépenses des ministères et organismes gouvernementaux qui sont responsables de la sécurité publique et nationale, des services de police et d'application de la loi, des services correctionnels et de la mise en liberté sous condition des délinquants sous responsabilité fédérale, de la gestion des urgences, de la prévention du crime et de la protection des frontières canadiennes.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a continué son étude *Cadre de sécurité nationale du Canada* et en a fait rapport à la Chambre le 2 mai. Le Comité a poursuivi son étude de la question en se déplaçant à Washington (D.C.), du 3 au 5 mai, pour rencontrer des représentants élus et des fonctionnaires. Le Comité a étudié le projet de loi C-226, *Loi modifiant le Code criminel (infractions relatives aux moyens de transport), la Loi sur le casier judiciaire et d'autres lois en conséquence* et a recommandé à la Chambre de ne pas y donner suite. Il a aussi examiné le projet de loi S-233, *Loi modifiant la Loi sur les douanes et la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (obligation de présentation et de déclaration)* (rapporté à la Chambre avec un amendement le 8 juin), le projet de loi C-23, *Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis* (rapporté à la Chambre avec des amendements le 16 juin) et le projet de loi S-231, *Loi modifiant la Loi sur la preuve au Canada et le Code criminel (protection des sources journalistiques)* (rapporté à la Chambre avec des amendements le 20 juin). Enfin, le Comité a étudié le *Budget principal des dépenses 2017-2018* et l'*Objet du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018*.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a élu l'hon. John McKay à la présidence et Pierre Paul-Hus à la vice-présidence (le 21 septembre). Le Comité a tenu une séance d'information sur le programme *En route vers la préparation mentale* à la suite du cinquième rapport qu'il a présenté en octobre 2016 sur son étude *Blessures de stress opérationnel et le syndrome de stress post-traumatique chez les agents de la sécurité publique et les premiers intervenants*. Le Comité a aussi tenu une réunion conjointe avec le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration en vue d'obtenir de l'information sur les demandeurs d'asile. En outre, le Comité a examiné le projet de loi C-21, *Loi modifiant la Loi sur les douanes*, et l'a renvoyé à la Chambre avec un amendement le 30 octobre. Il a aussi lancé les études *Personnes autochtones dans le système correctionnel* ainsi que *Utilisation des spectromètres de mobilité ionique par Service correctionnel Canada*. Il a de plus étudié le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018* et commencé l'étude du projet de loi C-59, *Loi concernant des questions de sécurité nationale*, qui lui a été renvoyé avant la deuxième lecture. Enfin, le Comité a étudié le projet de loi C-66, *Loi établissant une procédure de radiation de certaines condamnations constituant des injustices historiques et apportant des modifications connexes à d'autres lois*, avant d'en faire rapport à la Chambre sans amendement le 12 décembre.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a poursuivi son étude du projet de loi C-59, *Loi concernant des questions de sécurité nationale* et entendu 42 témoins supplémentaires, y compris le ministre de la Défense nationale. Le Comité a aussi entendu le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile dans le cadre de ses études du *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018* ainsi que du *Budget provisoire des dépenses 2018-2019*. En dernier lieu, le Comité a tenu une réunion supplémentaire dans le cadre de son étude *Utilisation des spectromètres de mobilité ionique par Service correctionnel Canada*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président L'hon. John McKay

Vice-présidents Pierre Paul-Hus
Matthew Dubé

Membres

Blaine Calkins	Glen Motz
Julie Dabrusin	Michel Picard
Pam Damoff	Sven Spengemann
Peter Fragiskatos	

Secrétaire parlementaire (Membre sans droit de vote) Mark Holland

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	1 751	1 751
Cadre de sécurité nationale du Canada	-	-	817	817
Projet de loi C-23	5 555	700	668	6 923
Projet de loi S-231	783	-	289	1 072
Projet de loi C-21	1 224	250	258	1 732
Personnes autochtones dans le système correctionnel	6 974	-	215	7 189
Utilisation des spectromètres de mobilité ionique par Service correctionnel Canada	1 575	-	205	1 780
Projet de loi C-59	10 738	1 213	682	12 632
TOTAL[3]	**26 849**	**2 163**	**4 885**	**33 896**

[1] Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.
[2] « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.
[3] Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.
[4] « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[1]
Cadre de sécurité nationale du Canada – Washington (D.C.) (États-Unis d'Amérique) 3 au 5 mai 2017	7	4	12 478	12 354	3 438	1 773	30 042
TOTAL[1]	**7**	**4**	**12 478**	**12 354**	**3 438**	**1 773**	**30 042**

[1] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*

[2] *« Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	TOTAL	TV[3]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (SECU)	45	15	8	1	79h41m	228	10
Sous-comité du programme et de la procédure (SSEC)[4]	11	-	-	-	6h21m	-	-
TOTAL	**56**	**15**	**8**	**1**	**86h02m**	**228**	**10**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*

[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*

[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*

[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent de la condition féminine étudie les politiques, les programmes, les dépenses et les lois des ministères et des organismes dont le travail touche la situation de la femme, notamment Condition féminine Canada.

Durant la période du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a tenu 17 réunions. Cinq de celles-ci ont porté sur l'étude du projet de loi C-337, *Loi modifiant la Loi sur les juges et le Code criminel (agression sexuelle)*. Le projet de loi a été présenté avec amendements dans le neuvième rapport du Comité, déposé en Chambre le 12 mai. Le Comité a également poursuivi son étude *Sécurité économique des femmes au Canada*.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a d'abord tenu deux réunions pour l'élection de sa présidence, soit le 26 septembre et le 3 octobre; Karen Vecchio a été élue à ce poste le deuxième desdits jours. Le Comité a ensuite terminé l'audition de témoins dans le cadre de son étude *Sécurité économique des femmes au Canada* et fourni des instructions pour la rédaction du projet de rapport final. Au cours de cette étude, qui a débuté en février 2017, 138 témoins ont comparu. Enfin, le Comité a entamé une nouvelle étude intitulée *Femmes autochtones dans les systèmes juridique et correctionnel fédéraux*.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité a poursuivi et terminé l'étude *Femmes autochtones dans les systèmes juridique et correctionnel fédéraux*. Durant cette période, le Comité a entendu des témoignages de différents témoins, dont des fonctionnaires du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, de Service correctionnel du Canada et de la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Le 20 mars, le Comité a examiné le *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018*, ainsi que le *Budget provisoire des dépenses 2018-2019*. Enfin, le Comité a entrepris l'examen d'un projet de rapport dans le cadre de son étude *Sécurité économique des femmes au Canada*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Présidente	Karen Vecchio	
Vice-présidentes	Pam Damoff	
	Sheila Malcolmson	
Membres	Sean Fraser	Emmanuella Lambropoulos
	Rachael Harder	Eva Nassif
	Bernadette Jordan	Marc Serré
	Stephanie Kusie	
Secrétaire parlementaire (Membre sans droit de vote)	Terry Duguid	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

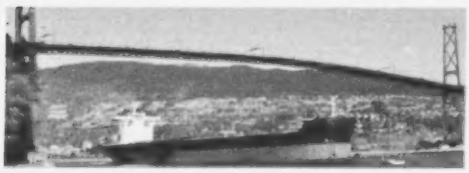
NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	685	685
Sécurité économique des femmes au Canada	29 889	5 566	2 181	37 636
Projet de loi C-337	1 970	1 161	486	3 617
Femmes autochtones dans les systèmes juridique et correctionnel fédéraux	7 559	2 353	2 240	12 152
TOTAL[3]	**39 418**	**9 080**	**5 592**	**54 090**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (FEWO)	40	5	20	-	62h49m	204	2
Sous-comité du programme et de la procédure (SFEW)[4]	4	-	-	-	2h49m	-	-
TOTAL	**44**	**5**	**20**	**-**	**65h38m**	**204**	**2**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*



MANDAT

Le Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités étudie principalement les mesures législatives, politiques, programmes et autres questions d'importance nationale liées au transport, à l'infrastructure et aux villes canadiennes, ainsi que le fonctionnement de Transports Canada et d'Infrastructure Canada.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité s'est réuni à 15 reprises. Il a entrepris l'étude *Sécurité aérienne* au cours de laquelle il a entendu 47 témoins lors de 11 réunions. Le 9 mai, le Comité a repris l'étude des crédits du *Budget principal des dépenses 2017-2018* qu'il avait amorcée en mars. Le ministre des Transports, le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités ainsi que six autres témoins ont comparu à cet effet. Le 16 mai, le Comité a étudié l'*Objet des articles 403 à 406 (Section 18 de la Partie 4) du projet de loi C-44* et, le 30 mai, il s'est penché sur les crédits du *Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018* qui lui ont été renvoyés. Le Comité a également repris son étude *Qualité de l'eau*. Finalement, il a présenté à la Chambre, le 20 juin, son 14e rapport intitulé *La sécurité aérienne au Canada*.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité s'est réuni à 20 reprises. Il a examiné le projet de loi C-49, *Loi apportant des modifications à la Loi sur les transports au Canada et à d'autres lois concernant les transports ainsi que des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois*, et entendu un total de 92 témoins. Le projet de loi a été adopté avec des amendements et a fait l'objet du 15e rapport du Comité présenté à la Chambre le 5 octobre. Par la suite, le Comité a entrepris l'étude du projet de loi S-2, *Loi modifiant la Loi sur la sécurité automobile et une autre loi en conséquence*, et en a fait rapport avec des amendements le 19 octobre. Il a aussi étudié le projet de loi C-48, *Loi concernant la réglementation des bâtiments transportant du pétrole brut ou des hydrocarbures persistants à destination ou en provenance des ports ou des installations maritimes situés le long de la côte nord de la Colombie-Britannique*, qui a fait l'objet du 18e rapport du Comité le 29 novembre. Le 30 novembre, le Comité a entamé l'étude du projet de loi C-344, *Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (retombées locales)*. Ce projet de loi a été adopté sans amendement et a fait l'objet du 19e rapport du Comité présenté en Chambre le 6 décembre. Durant cette période, le Comité s'est penché sur le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018*, ce qui a mené à la présentation du 17e rapport à la Chambre le 20 novembre. Il a aussi conclu son étude *L'infrastructure et les collectivités intelligentes* en faisant rapport de cette question à la Chambre le 11 décembre. Lors de cette même journée, il a également présenté un rapport à la Chambre pour son étude *Qualité de l'eau*. Enfin, le Comité a élu Kelly Block au poste de vice-présidente le 19 septembre.

Entre le 1er janvier et le 31 mars 2018, le Comité s'est réuni à 11 reprises. Il a examiné le projet de loi C-64, *Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux et les opérations d'assistance* pour lequel il a entendu 37 témoins au cours de cinq réunions. Le projet de loi a été adopté avec des amendements et a fait l'objet du 22e rapport du Comité, présenté à la Chambre le 2 mars. Le 19 mars, le Comité a débuté une étude sur *Les sépultures de guerre marines*. Il s'est aussi penché sur l'*Objet du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018* ainsi que l'*Objet du Budget provisoire des dépenses 2018-2019* le 21 mars en entendant 18 témoins. Enfin, le Comité a entamé une étude sur les *Véhicules automatisés et branchés au Canada*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Présidente L'hon. Judy A. Sgro

Vice-président(e)s Kelly Block
Robert Aubin

Membres
Vance Badawey
L'hon. Michael Chong
Sean Fraser
Ken Hardie
Angelo Iacono
Ron Liepert
Gagan Sikand

Secrétaires parlementaires (Membres sans droit de vote)
Karen McCrimmon
Marc Miller

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	4 276	4 276
Infrastructure et collectivités intelligentes	2 896	-	-	2,896
Sécurité aérienne	5 087	561	969	6 617
Projet de loi C-49	18 148	-	3 945	22 093
Projet de loi S-2	463	-	209	672
Projet de loi C-48	13 671	2 606	4 237	20 514
Qualité de l'eau	4 232	1 181	556	5 968
Projet de loi C-64	7 968	2 974	695	11 636
Véhicules automatisés et branchés au Canada	2 653	-	278	2 931
Les sépultures de guerre marines	242	-	139	381
TOTAL[3]	**55 360**	**7 322**	**15 304**	**77 986**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (TRAN)	46	14	11	1	111h26m	334	11
Sous-comité du programme et de la procédure (STRA)[4]	1	-	-	-	0h57m	-	-
TOTAL	**47**	**14**	**11**	**1**	**112h23m**	**334**	**11**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité permanent des anciens combattants est chargé d'étudier toutes les questions relatives au mandat, à l'administration et au fonctionnement du ministère des Anciens combattants et du Tribunal des anciens combattants (révision et appel).

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité a poursuivi et achevé son étude *La santé mentale et la prévention du suicide chez les vétérans* et a présenté son sixième rapport à la Chambre le 19 juin. Pendant cette période, le Comité a entendu 10 témoins et tenu neuf réunions relativement à cette étude. De plus, le Comité a amorcé son *Étude comparative des services offerts aux anciens combattants à l'étranger*, dans le cadre de laquelle il a entendu 24 témoins au cours de six réunions. Le Comité s'est aussi déplacé à Washington (D.C.), du 14 au 16 mai, pour visiter des installations et rencontrer des responsables du gouvernement des États-Unis en lien avec cette étude.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité a poursuivi et terminé son *Étude comparative des services offerts aux anciens combattants à l'étranger*, en recueillant des témoignages en provenance de la France et de l'Allemagne, et a présenté son huitième rapport à la Chambre le 13 décembre. Il a aussi procédé à l'étude du *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018* en entendant le ministre des Anciens Combattants. Le 26 septembre, à la suite de changements dans la composition du Comité, Phil McColeman a été élu vice-président.

Du 1er janvier au 31 mars, le Comité a mené l'étude *Obstacles à la transition et résultats mesurables d'une transition réussie*. Pour ce faire, il a entendu 46 témoins en neuf réunions. Le Comité s'est aussi réuni pour l'examen de l'*Objet du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018* et de l'*Objet du Budget provisoire des dépenses 2018-2019*. Pour ce faire, il a reçu le ministre des Anciens Combattants le 20 mars. Enfin, le 30 janvier, Gord Johns a été élu second vice-président.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Président	Neil R. Ellis	
Vice-présidents	Phil McColeman	
	Gord Johns	
Membres	Bob Bratina	Emmanuella Lambropoulos
	Doug Eyolfson	Darrell Samson
	Colin Fraser	Cathay Wagantall
	Robert Kitchen	
Secrétaire parlementaire (Membre sans droit de vote)	Sherry Romanado	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE[1]	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[2]	TOTAL[3]
Budget de fonctionnement[4]	-	-	1 486	1 486
La santé mentale et la prévention du suicide chez les vétérans	4 237	950	747	5 933
Étude comparative des services offerts aux anciens combattants à l'étranger	-	253	1 645	1 898
Obstacles à la transition et résultats mesurables d'une transition réussie	13 906	596	637	15 139
TOTAL[3]	**18 143**	**1 799**	**4 515**	**24 456**

[1] *Les études au cours desquelles des dépenses ont été faites sont présentées en ordre chronologique.*
[2] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[3] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[4] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

DATE DU DÉPLACEMENT NOM DE L'ÉTUDE DESTINATIONS	NOMBRE DE MEMBRES	NOMBRE D'EMPLOYÉS	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES[2]	TOTAL[1]
Étude comparative des programmes et du soutien offerts aux anciens combattants et à leur famille à l'étranger – Washington (D.C.) (États-Unis d'Amérique) 14 au 16 mai 2017	7	3	11 454	11 509	3 099	1 448	27 511
TOTAL[1]	**7**	**3**	**11 454**	**11 509**	**3 099**	**1,448**	**27 511**

[1] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[2] *« Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (ACVA)	34	2	11	-	54h55m	105	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SACV)[4]	3	-	-	-	0h56m	-	-
TOTAL	**37**	**2**	**11**	**-**	**55h51m**	**105**	**3**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

MANDAT

Le Comité de liaison discute des questions administratives concernant le système des comités permanents. Le Comité de liaison est chargé principalement de répartir entre les comités permanents les fonds prévus pour eux par le Bureau de régie interne.

Pendant la période entre le 1er avril et le 31 août 2017, le Comité de liaison s'est réuni à deux reprises. Au cours de la première de ces deux réunions, il a adopté son quatrième rapport, sur les dépenses et activités des comités, couvrant la période du 1er avril 2016 au 31 décembre 2016 et a constitué un nouveau sous-comité dont le mandat est de revoir les activités de communication relatives aux comités. Le cinquième rapport du Comité, intitulé *Dépenses et activités des comités – Du 1er avril 2016 au 31 mars 2017*, a été adopté au cours de la réunion suivante.

Le Sous-comité des budgets de comité (SBLI) s'est réuni à trois reprises pour examiner des propositions et budgets de déplacement ainsi que pour discuter de travaux du sous-comité.

Le Sous-comité sur les activités de communication relatives aux comités (SLCO) a tenu une réunion au cours de laquelle il a procédé à l'élection de sa présidente, en plus d'amorcer l'examen de questions liées à son mandat.

Pendant la période entre le 1er septembre et le 31 décembre 2017, le Comité de liaison s'est réuni une fois. Au cours de cette réunion, il a adopté son sixième rapport, sur les dépenses et activités des comités, couvrant la période du 1er avril 2017 au 31 août 2017. Il a aussi reçu une présentation donnée par des fonctionnaires de la Chambre des communes et l'analyste du Comité.

Le Sous-comité des budgets de comité (SBLI) s'est réuni à cinq reprises pour examiner des propositions et budgets de déplacement ainsi que pour discuter de travaux du Comité.

Le Sous-comité sur les activités de communication relatives aux comités (SLCO) a tenu une réunion au cours de laquelle il a reçu une présentation donnée par des fonctionnaires de la Chambre des communes et l'analyste du Comité en lien avec le mandat du Sous-comité.

Pendant la période allant du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité de liaison s'est réuni deux fois. Au cours de ces réunions, il a adopté son septième rapport, sur les dépenses et activités des comités, couvrant la période du 1er avril 2017 au 31 décembre 2017. En février, le Comité a aussi reçu une présentation donnée par le directeur parlementaire du budget et des fonctionnaires de son bureau. Au mois de mars, le Comité a reçu une présentation de la part de la bibliothécaire du Parlement.

Le Sous-comité des budgets de comité (SBLI) s'est réuni à deux reprises pour examiner des propositions et budgets de déplacement ainsi que pour discuter de travaux du Comité.

MEMBRES DU COMITÉ LIAI (en date du 31 mars 2018)

Présidente L'hon. Judy A. Sgro

Vice-président Tom Lukiwski

Membres

Harold Albrecht
L'hon. Larry Bagnell
Bill Casey
Julie Dabrusin
L'hon. Wayne Easter
Neil R. Ellis
L'hon. Mark Eyking
Pat Finnigan
Stephen Fuhr
Anthony Housefather
James Maloney
Bryan May
L'hon. John McKay
L'hon. MaryAnn Mihychuk
L'hon. Robert D. Nault
Robert Oliphant
L'hon. Denis Paradis
Dan Ruimy
Deborah Schulte
Scott Simms
L'hon. Kevin Sorenson
Karen Vecchio
Bob Zimmer

MEMBRES DU SOUS-COMITÉ SBLI (en date du 31 mars 2018)

Présidente L'hon. Judy A. Sgro

Membres

L'hon. Wayne Easter
Stephen Fuhr
Tom Lukiwski
Deborah Schulte
L'hon. Kevin Sorenson

MEMBRES DU SOUS-COMITÉ SLCO (en date du 31 mars 2018)

Présidente L'hon. Judy A. Sgro

Membres

Bryan May
L'hon. Robert D. Nault
Dan Ruimy
Karen Vecchio
Bob Zimmer

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉOCONFÉRENCES	AUTRES[1]	TOTAL[2]
Budget de fonctionnement[3]	-	-	2 236	2 236
TOTAL[2]	**-**	**-**	**2 236**	**2 236**

[1] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[2] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[3] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité permanent (LIAI)	5	-	-	-	2h52m	5	4
Sous-comité des budgets de comité (SBLI)[4]	10	-	-	-	4h03m	-	-
Sous-comité sur les activités de communication relatives aux Comités (SLCO)[4]	2	-	-	-	1h45m	-	-
TOTAL	**17**	**-**	**-**	**-**	**8h40m**	**5**	**4**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

COMITÉS MIXTES

COMITÉ MIXTE PERMANENT DE LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT (BILI)

MANDAT

Le Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement assiste les Présidents du Sénat et de la Chambre des communes dans l'étude de l'efficacité, de l'administration et du fonctionnement de la Bibliothèque.

Le Comité ne s'est pas réuni durant la période du 1er avril 2017 et le 31 mars 2018.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Membres représentant le Sénat

L'hon. Michael Dennis Duffy
L'hon. Nicole Eaton
L'hon. Éric Forest
L'hon. Thomas Johnson McInnis
L'hon. Terry M. Mercer

Membres représentant la Chambre des communes

Julie Dzerowicz
Anthony Housefather
Angelo Iacono
Guy Lauzon
Michael Levitt
Robert-Falcon Ouellette
Anne Minh-Thu Quach
Bob Saroya
Gagan Sikand
Dave Van Kesteren
Chris Warkentin
Borys Wresnewskyj

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[1]	TOTAL[2]
Budget de fonctionnement[3]	-	-	-	-
TOTAL[2]	-	-	-	-

[1] *« Autres » inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[2] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[3] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ MIXTE PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité mixte permanent (BILI)	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*

MANDAT

Le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation étudie et examine la réglementation et les autres textes réglementaires élaborés par le gouvernement.

Du 1er avril au 31 août 2017, le Comité mixte a examiné plusieurs textes réglementaires et a tenu six réunions au cours desquelles il a entendu quatre témoins au total, représentant le ministère de l'Emploi et du Développement social et le ministère de la Justice. Il a aussi élu l'hon. Joseph A. Day à la coprésidence du Comité en tant que représentant du Sénat.

Du 1er septembre au 31 décembre 2017, le Comité mixte a poursuivi son examen de divers textes réglementaires et a tenu six réunions durant lesquelles il a entendu six témoins représentant le ministère de la Justice, le ministère de la Sécurité publique, la Gendarmerie royale du Canada et l'Université d'Adélaïde.

Du 1er janvier au 31 mars 2018, le Comité mixte a tenu quatre réunions au cours desquelles il a continué l'examen de différents textes réglementaires. Le 22 mars, le Comité mixte a entendu le témoignage du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2018)

Membres représentant le Sénat

Coprésident	L'hon. Joseph A. Day	
Membres	L'hon. Michael Dennis Duffy	L'hon. Betty E. Unger
	L'hon. Carolyn Stewart Olsen	L'hon. Yuen Pau Woo

Membres représentant la Chambre des communes

Coprésident	Harold Albrecht	
Vice-présidents	Vance Badawey	
	Pierre-Luc Dusseault	
Membres	Bob Benzen	John Oliver
	Nicola Di Iorio	Churence Rogers
	Kerry Diotte	Francis Scarpaleggia
	Ali Ehsassi	Bev Shipley
	Fayçal El-Khoury	

DÉPENSES (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[1]	TOTAL[2]
Budget de fonctionnement[3]	-	-	304	**304**
TOTAL[2]	**-**	**-**	**304**	**304**

[1] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*
[2] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*
[3] *« Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.*

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉ MIXTE PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV[1]	VC[2]	EV[3]			
Comité mixte permanent (REGS)	17	-	-	-	23h26m	11	-
Sous-comité du programme et de la procédure (SREG)[4]	4	-	-	-	4h00m	-	-
TOTAL	**21**	**-**	**-**	**-**	**27h26m**	**11**	**-**

[1] *Nombre de réunions télévisées.*
[2] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*
[3] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*
[4] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS ET DÉPENSES DES COMITÉS

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR COMITÉ (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉS PERMANENTS

COMITÉS PERMANENTS ET SOUS-COMITÉS[1]	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS[5]
	TOTAL	TV[2]	VC[3]	EV[4]			
Accès à l'information, protection des renseignements personnels et éthique (ETHI)	45	12	10	-	66h07m	129	9
Sous-comité du programme et de la procédure (SETH)	1	-	-	-	0h32m	-	-
Agriculture et agroalimentaire (AGRI)	44	3	9	-	76h15m	190	5
Sous-comité du programme et de la procédure (SAGR)	3	-	-	-	2h19m	-	-
Patrimoine canadien (CHPC)	49	4	7	-	84h16m	127	6
Sous-comité du programme et de la procédure (SCHP)	3	-	-	-	1h59m	-	-
Citoyenneté et immigration (CIMM)	49	23	18	1	91h07m	227	8
Sous-comité du programme et de la procédure (SCIM)	2	-	-	-	1h18m	-	-
Environnement et développement durable (ENVI)	49	7	3	-	91h06m	154	9
Sous-comité du programme et de la procédure (SENV)	7	-	-	-	5h28m	-	-
Finances (FINA)	67	47	4	-	171h07m	663	8
Sous-comité du programme et de la procédure (SFIN)	5	-	-	-	3h34m	-	-
Pêches et océans (FOPO)	39	2	18	-	72h20m	162	2
Sous-comité du programme et de la procédure (SFOP)	1	-	-	-	1h02m	-	-
Affaires étrangères et développement international (FAAE)	38	10	10	-	67h27m	107	11
Sous-comité des droits internationaux de la personne (SDIR)	49	5	16	1	43h17m	96	-
Sous-comité du programme et de la procédure (SFAA)	7	-	-	-	5h08m	-	-

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR COMITÉ (1er avril 2017 au 31 mars 2018) (SUITE)

COMITÉS PERMANENTS (SUITE)

COMITÉS PERMANENTS ET SOUS-COMITÉS[1]	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS[5]
	TOTAL	TV[2]	VC[3]	EV[4]			
Opérations gouvernementales et prévisions budgétaires (OGGO)	45	8	10	-	75h46m	252	9
Sous-comité du programme et de la procédure (SOGG)	4	-	-	-	2h17m	-	-
Santé (HESA)	51	12	22	-	130h36m	247	5
Sous-comité du programme et de la procédure (SHES)	1	-	-	-	0h49m	-	-
Ressources humaines, développement des compétences, développement social et condition des personnes handicapées (HUMA)	46	8	12	-	80h37m	169	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SHUM)	2	-	-	-	1h23m	-	-
Affaires autochtones et du Nord (INAN)	50	7	6	2	95h22m	248	8
Sous-comité du programme et de la procédure (SINA)	3	-	-	-	1h37m	-	-
Industrie, sciences et technologie (INDU)	47	4	12	-	80h48m	138	7
Sous-comité du programme et de la procédure (SIND)	-	-	-	-	-	-	-
Commerce international (CIIT)	39	19	13	1	55h01m	150	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SCII)	-	-	-	-	-	-	-
Justice et droits de la personne (JUST)	40	16	15	1	71h46m	210	7
Sous-comité du programme et de la procédure (SJUS)	-	-	-	-	-	-	-
Défense nationale (NDDN)	47	3	9	2	78h51m	112	5
Sous-comité du programme et de la procédure (SNDD)	2	-	-	-	1h53m	-	-
Ressources naturelles (RNNR)	40	1	19	-	56h52m	145	4
Sous-comité du programme et de la procédure (SRNN)	-	-	-	-	-	-	-

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR COMITÉ (1er avril 2017 au 31 mars 2018) (SUITE)

COMITÉS PERMANENTS (SUITE)

COMITÉS PERMANENTS ET SOUS-COMITÉS[1]	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS[5]
	TOTAL	TV[2]	VC[3]	EV[4]			
Langues officielles (LANG)	43	7	1	-	75h34m	142	5
Procédure et affaires de la Chambre (PROC)	40	5	4	3	112h15m	125	30
Sous-comité des affaires émanant des députés (SMEM)	8	-	-	-	0h50m	-	-
Sous-comité du programme et de la procédure (SPRO)	2	-	-	-	1h08m	-	-
Subcommittee on the Code of Conduct for Members of the House of Commons: Sexual Harassment (SCCC)	7	-	-	-	8h01m	8	-
Comptes publics (PACP)	42	19	-	-	73h18m	159	22
Sous-comité du programme et de la procédure (SPAC)	1	-	-	-	0h43m	-	-
Sécurité publique et nationale (SECU)	45	15	8	1	79h41m	228	10
Sous-comité du programme et de la procédure (SSEC)	11	-	-	-	6h21m	-	-
Condition féminine (FEWO)	40	5	20	-	62h49m	204	2
Sous-comité du programme et de la procédure (SFEW)	4	-	-	-	2h49m	-	-
Transports, infrastructure et collectivités (TRAN)	46	14	11	1	111h26m	334	11
Sous-comité du programme et de la procédure (STRA)	1	-	-	-	0h57m	-	-
Anciens combattants (ACVA)	34	2	11	-	54h55m	105	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SACV)	3	-	-	-	0h56m	-	-
Liaison (LIAI)	5	-	-	-	2h52m	5	4
Sous-comité des budgets de comité (SBLI)	10	-	-	-	4h03m	-	-
Sous-comité sur les activités de communication relatives aux Comités (SLCO)	2	-	-	-	1h45m	-	-
TOTAL COMITÉS PERMANENTS ET SOUS-COMITÉS	**1219**	**258**	**268**	**13**	**2118h40m**	**4836**	**196**

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR COMITÉ (1er avril 2017 au 31 mars 2018) (SUITE)

COMITÉS MIXTES PERMANENTS

COMITÉS MIXTES PERMANENTS	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS[5]
	TOTAL	TV[2]	VC[3]	EV[4]			
Bibliothèque du Parlement (BILI)	-	-	-	-	-	-	-
Examen de la réglementation (REGS)	17	-	-	-	23h26m	11	-
Sous-comité du programme et de la procédure (SREG)	4	-	-	-	4h00m	-	-
TOTAL COMITÉS MIXTES PERMANENTS	**21**	**-**	**-**	**-**	**27h26m**	**11**	**-**

TOUS LES COMITÉS

TOUS LES COMITÉS	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS[5]
	TOTAL	TV[2]	VC[3]	EV[4]			
TOTAL TOUS LES COMITÉS	**1240**	**258**	**268**	**13**	**2146h06m**	**4847**	**196**

[1] *En pratique, la majorité des comités établissent un sous-comité du programme et de la procédure, appelé communément « comité directeur », afin de les aider à planifier leurs travaux. La création de sous-comités vise habituellement à soulager les comités parlementaires de tâches de planification et d'administration ou encore à leur confier des questions d'importance relevant de leur mandat.*

[2] *Nombre de réunions télévisées.*

[3] *Nombre de réunions avec vidéoconférence.*

[4] *Nombre de réunions enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.*

[5] *Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.*

SOMMAIRE DES DÉPENSES DES COMITÉS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

COMITÉS PERMANENTS

NOM DU COMITÉ	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[1]	DÉPLACEMENTS	TOTAL[2]
Accès à l'information, protection des renseignements personnels et éthique (ETHI)	8 722	3 556	3 403	23 549	39 230
Agriculture et agroalimentaire (AGRI)	45 298	4 816	5 842	30 097	86 053
Patrimoine canadien (CHPC)	45 703	4 819	10 492	-	61 016
Citoyenneté et immigration (CIMM)	59 255	12 928	9 914	-	82 097
Environnement et développement durable (ENVI)	15 348	1 659	7 401	55 508	79 916
Finances (FINA)	61 839	650	12 547	195 703	270 739
Pêches et océans (FOPO)	23 156	9 931	1 826	146 807	181 720
Affaires étrangères et développement international (FAAE)	9 531	10 064	23 102	236 491	279 188
Opérations gouvernementales et prévisions budgétaires (OGGO)	9 642	5 386	10 444	-	25 473
Santé (HESA)	72 812	18 257	11 361	-	102 430
Ressources humaines, développement des compétences, développement social et condition des personnes handicapées (HUMA)	36 309	11 736	6 984	-	55 029
Affaires autochtones et du Nord (INAN)	55 125	2 245	9 148	108 198	174 716
Industrie, sciences et technologie INDU)	15 169	7 607	5 870	32 765	61 411
Commerce international (CIIT)	20 730	6 072	6 041	283 475	316 318
Justice et droits de la personne (JUST)	59 384	5 929	5 476	61 760	132 549
Défense nationale (NDDN)	14 458	4 630	6 461	114 001	139 550
Ressources naturelles (RNNR)	28 505	11 863	2 398	1 407	44 173
Langues officielles (LANG)	22 421	-	5 541	85 596	113 558
Procédure et affaires de la Chambre (PROC)	2 980	4 495	11 057	-	18 532
Comptes publics (PACP)	-	-	3 324	35 894	39 218
Sécurité publique et nationale (SECU)	26 849	2 163	4 885	30 042	63 939
Condition féminine (FEWO)	39 418	9 080	5 592	-	54 090
Transports, infrastructure et collectivités (TRAN)	55 360	7 322	15 304	-	77 986
Anciens combattants (ACVA)	18 143	1 799	4 515	27 511	51 968
Liaison (LIAI)	-	-	2 236	-	2 236
TOTAL[2]	**746 157**	**147 008**	**191 164**	**1 468 804**	**2 553 135**

SOMMAIRE DES DÉPENSES DES COMITÉS (1er avril 2017 au 31 mars 2018) (SUITE)

COMITÉS MIXTES PERMANENTS

NOM DU COMITÉ	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[1]	DÉPLACEMENTS	TOTAL[2]
Bibliothèque du Parlement (BILI)	-	-	-	-	-
Examen de la réglementation (REGS)	-	-	304	-	**304**
TOTAL[2]	**-**	**-**	**304**	**-**	**304**

COMITÉ SPÉCIAL

NOM DU COMITÉ	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[1]	DÉPLACEMENTS	TOTAL[2]
Réforme électorale (ERRE)[3]	-	-	-	637	**637**
TOTAL[2]	**-**	**-**	**-**	**637**	**637**

TOUS LES COMITÉS

TOUS LES COMITÉS	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCES	AUTRES[1]	DÉPLACEMENTS	TOTAL[2]
GRAND TOTAL[2]	**746 157**	**147 008**	**191 468**	**1 469 441**	**2 554 076**

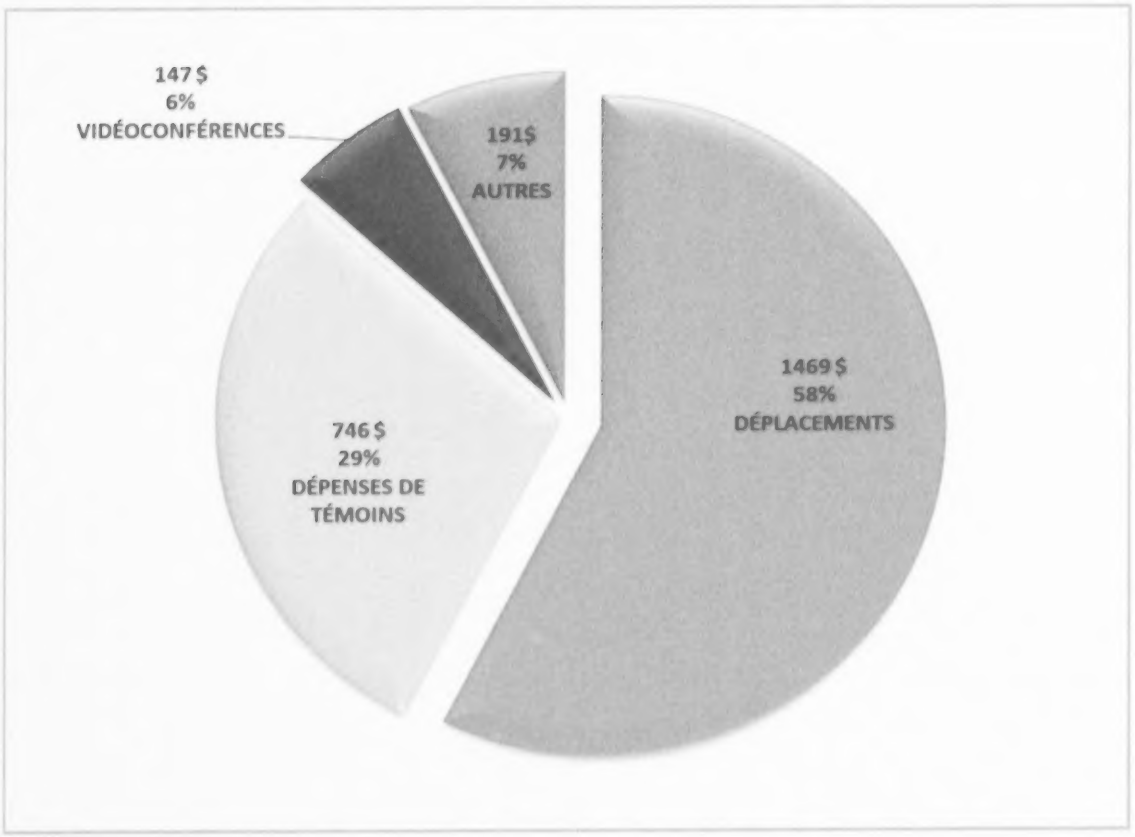
[1] *« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.*

[2] *Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*

[3] *Le Comité spécial a complété ses travaux en présentant son troisième rapport à la Chambre le 1er décembre 2016. Toutefois, des dépenses de déplacement supplémentaires pour cette étude ont été comptabilisées pendant l'exercice 2017-2018.*

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS (1er avril 2017 au 31 mars 2018)

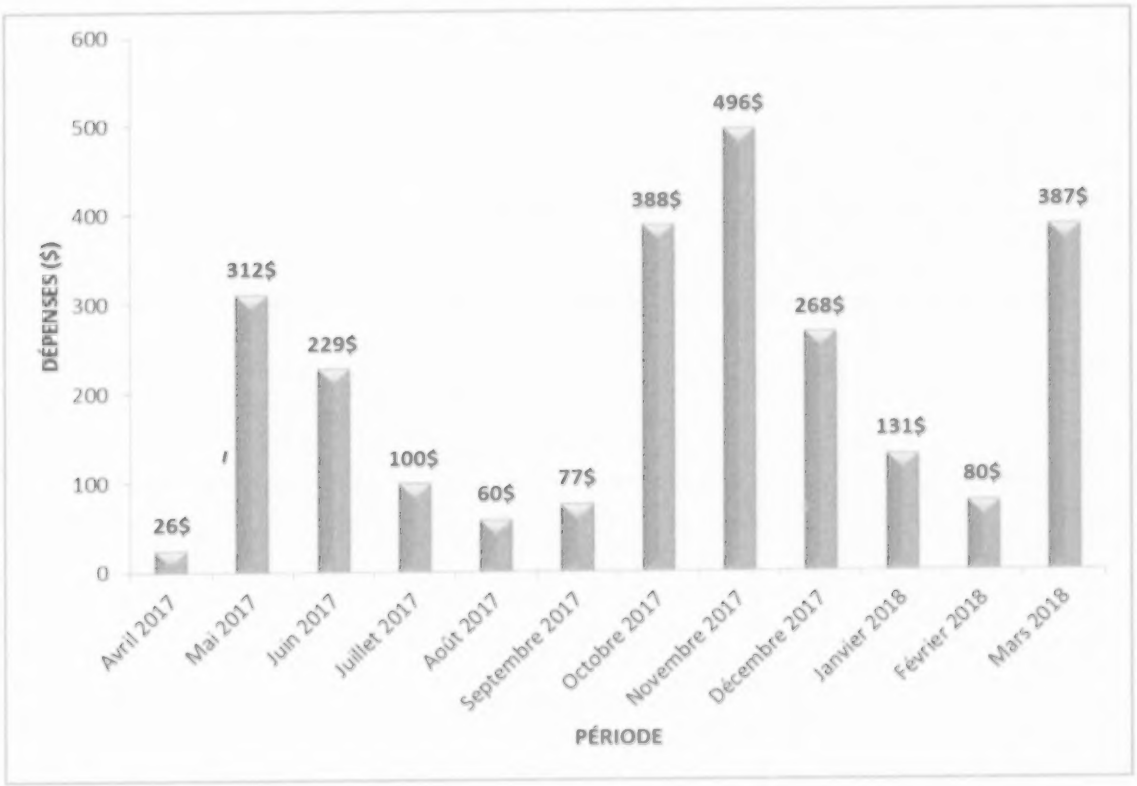
TABLEAU 1 – SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS (en milliers de dollars)



« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS (1er avril 2017 au 31 mars 2018) (SUITE)

TABLEAU 2 – DÉPENSES DES COMITÉS PAR MOIS (en milliers de dollars)



SOMMAIRE DES DÉPENSES DES COMITÉS POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES FINANCIERS

Les tableaux ci-après font état des activités et des dépenses des comités au cours des cinq derniers exercices financiers. Il est à noter que toutes les dépenses des sous-comités ont été amalgamées à celles des comités permanents concernés.

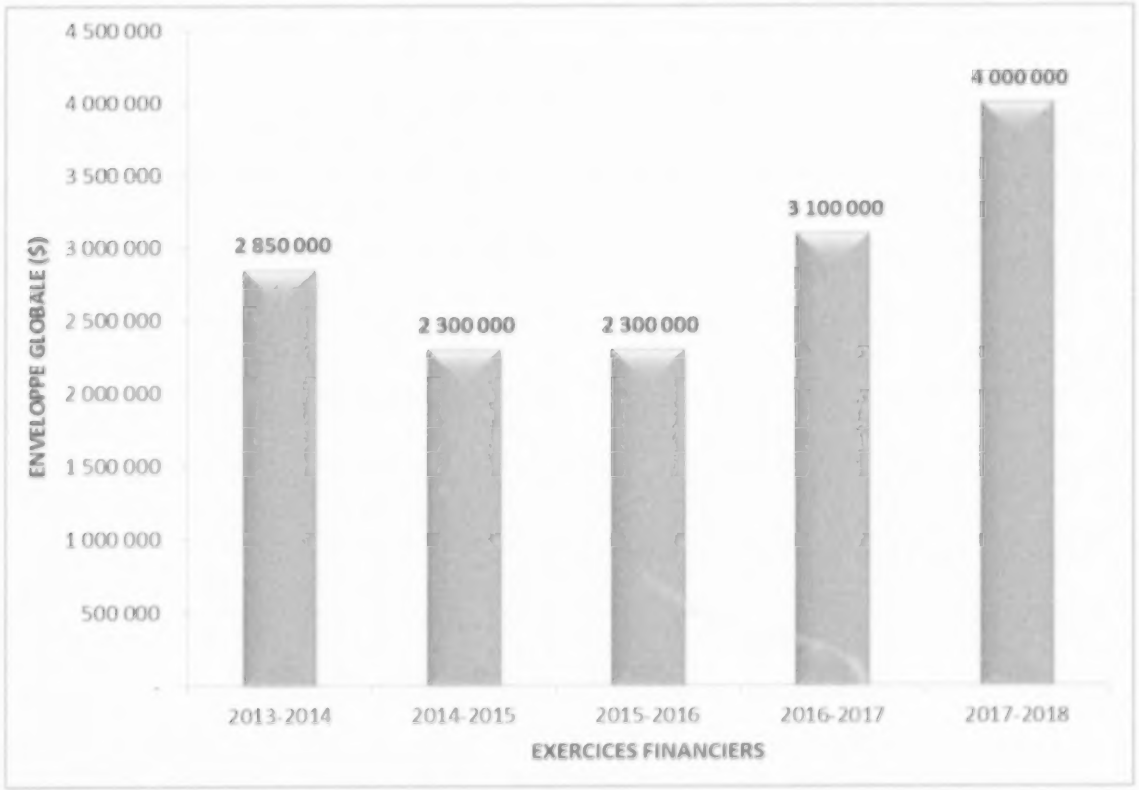
ENVELOPPE GLOBALE DES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	ENVELOPPE GLOBALE ($)*				
	2013–2014	**2014–2015**	**2015–2016**	**2016–2017**	**2017–2018**
Financement de base	2 600 000	2 050 000	2 050 000	3 100 000	4 000 000
Services de consultation électronique et de spécialistes	250 000	250 000	250 000	-**	-**
TOTAL	**2 850 000**	**2 300 000**	**2 300 000**	**3 100 000**	**4 000 000**

* *Excluant les sommes prévues pour les comités spéciaux et législatifs, financés directement par le Bureau de régie interne.*

** *Tel que décidé le 23 février 2017 par le Bureau de régie interne, les fonds prévus pour les services de consultation électronique et de spécialistes ont été transférés dans l'enveloppe globale prévue pour les activités des comités et la catégorie séparée prévue à cette fin éliminée.*

TABLEAU 3 – COMPARAISON DE L'ENVELOPPE GLOBALE DES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES



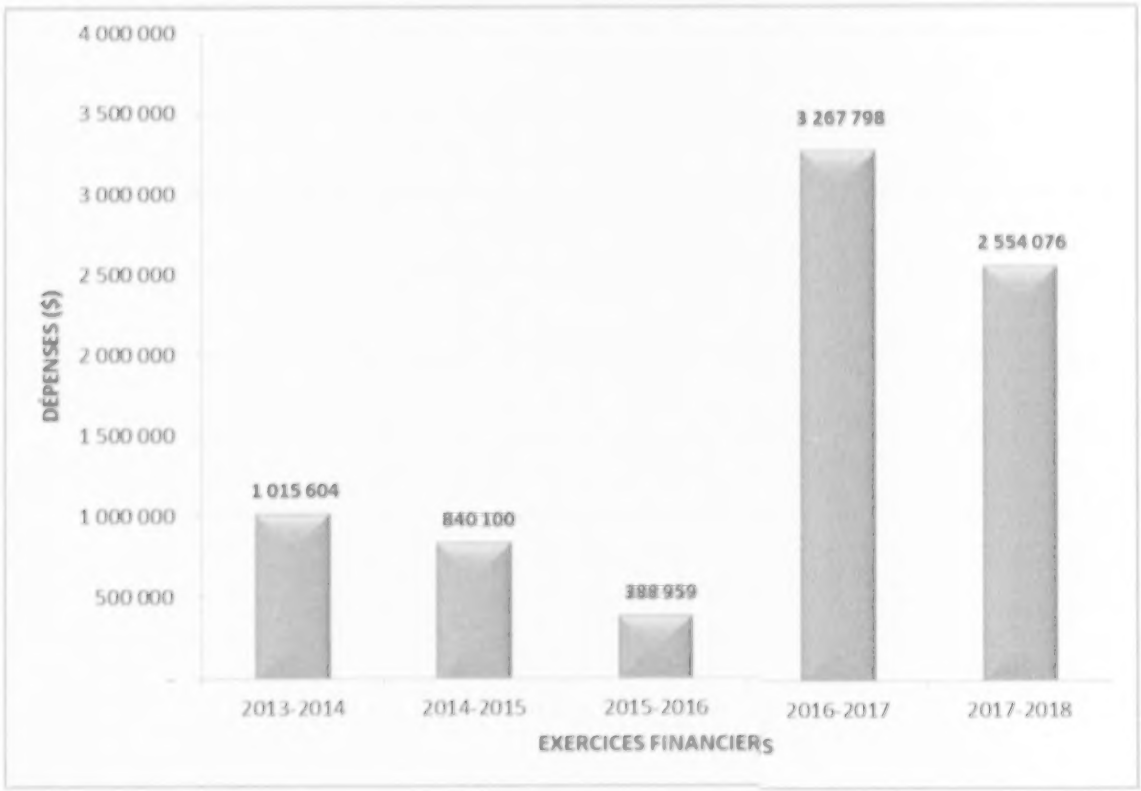
DÉPENSES DE TOUS LES TYPES DE COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (SUITE)

TYPE	DÉPENSES ($)				
	2013–2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Permanents	995 263	840 100	365 902	2 654 793	2 553 439
Législatifs	-	-	-	-	-
Spéciaux	20 341	-	702	613 004	637
Mixtes spéciaux	-	-	22 355	-	-
TOTAL*	**1 015 604****	**840 100****	**388 959****	**3 267 798****	**2 554 076****

** Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.*

*** Les totaux incluent les dépenses faites par les comités spéciaux, mixtes spéciaux et législatifs, à partir de fonds approuvés directement par le Bureau de régie interne. Les dépenses des comités permanents et mixtes permanents sont faites à partir d'une enveloppe globale, spécifique pour les activités des comités, gérée par le Comité de liaison et allouée par le Bureau de régie interne.*

TABLEAU 4 – COMPARAISON DES DÉPENSES DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

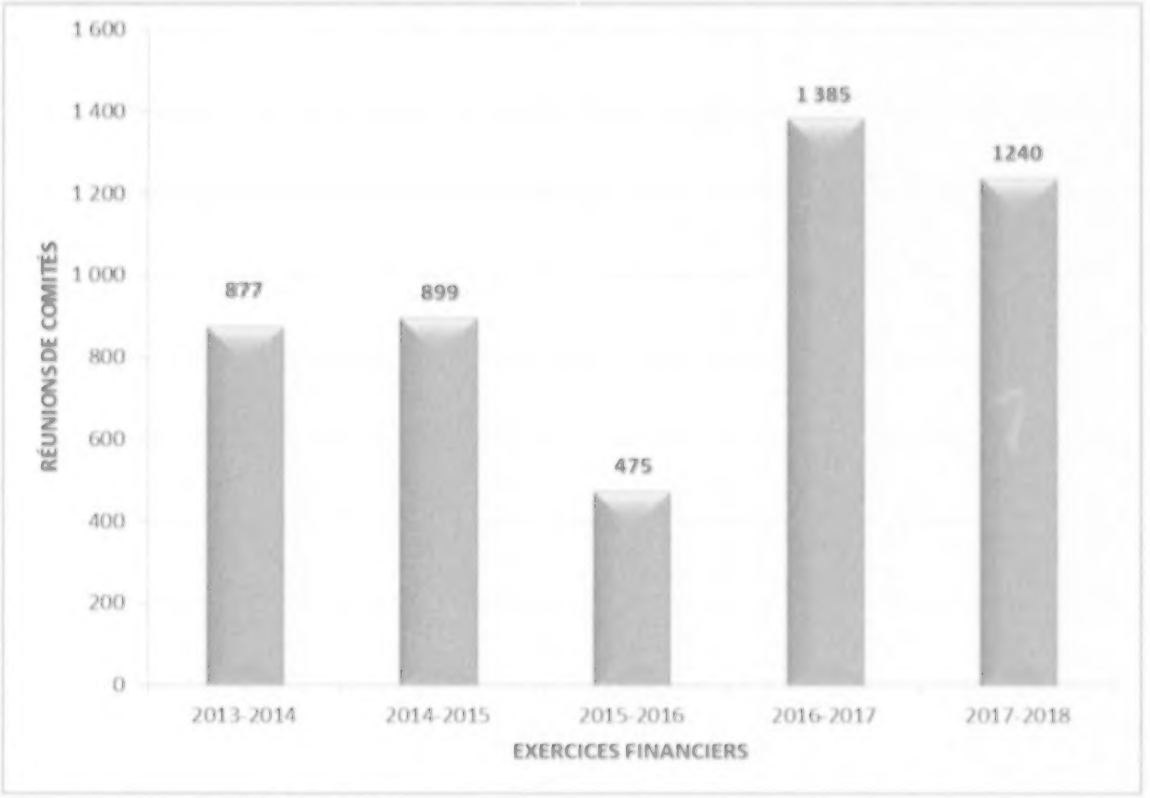


SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DES COMITÉS POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES FINANCIERS

RÉUNIONS DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

TYPE	NOMBRE DE RÉUNIONS				
	2013–2014	2014–2015	2015–2016	2016–2017	2017–2018
Permanents	859	899	457	1 311	1240
Législatifs	-	-	-	-	-
Spéciaux	18	-	2	74	-
Mixtes spéciaux	-	-	16	-	-
TOTAL	877	899	475	1 385	1240

TABLEAU 5 – COMPARAISON DU NOMBRE DE RÉUNIONS DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

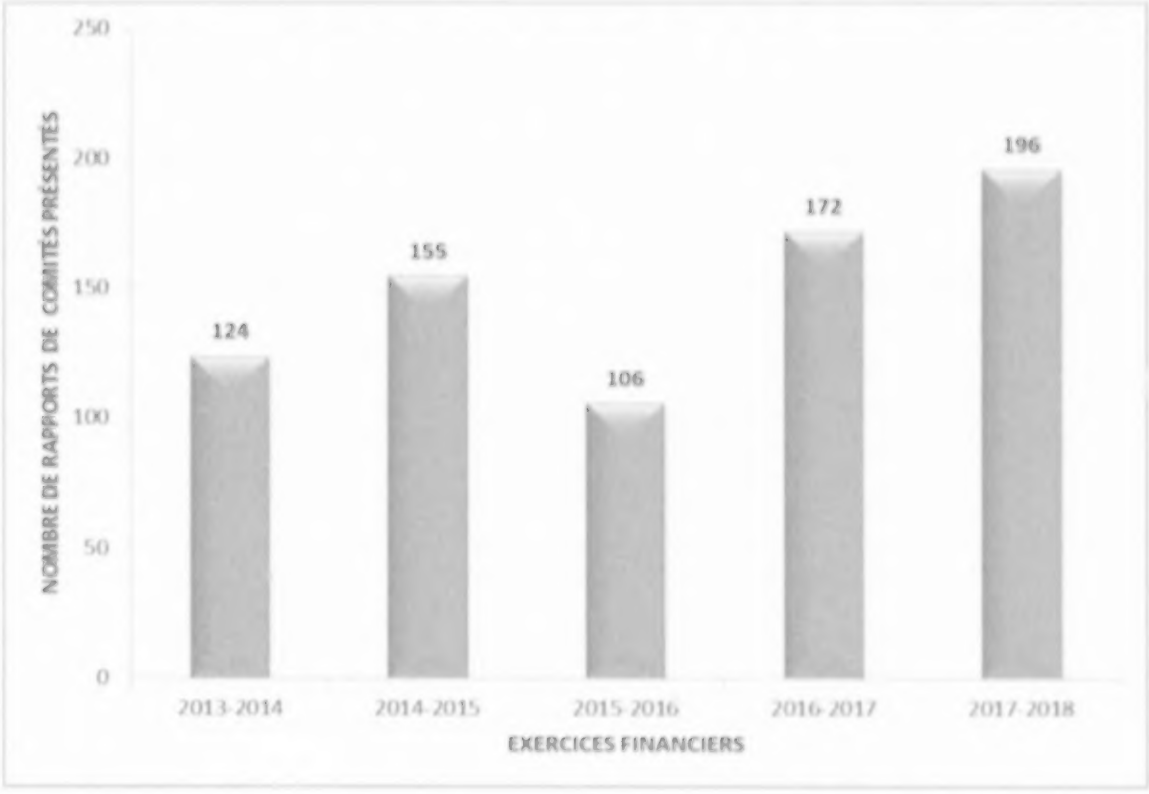


SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DES COMITÉS POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES FINANCIERS (SUITE)

RAPPORTS DE COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

TYPE	NOMBRE DE RAPPORTS				
	2013–2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017–2018
Permanents	123	155	105	169	196
Législatifs	-	-	-	-	-
Spéciaux	1	-	-	3	-
Mixtes Spéciaux	-	-	1	-	-
TOTAL	124	155	106	172	196

TABLEAU 6 – COMPARAISON DU NOMBRE DE RAPPORTS DE COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

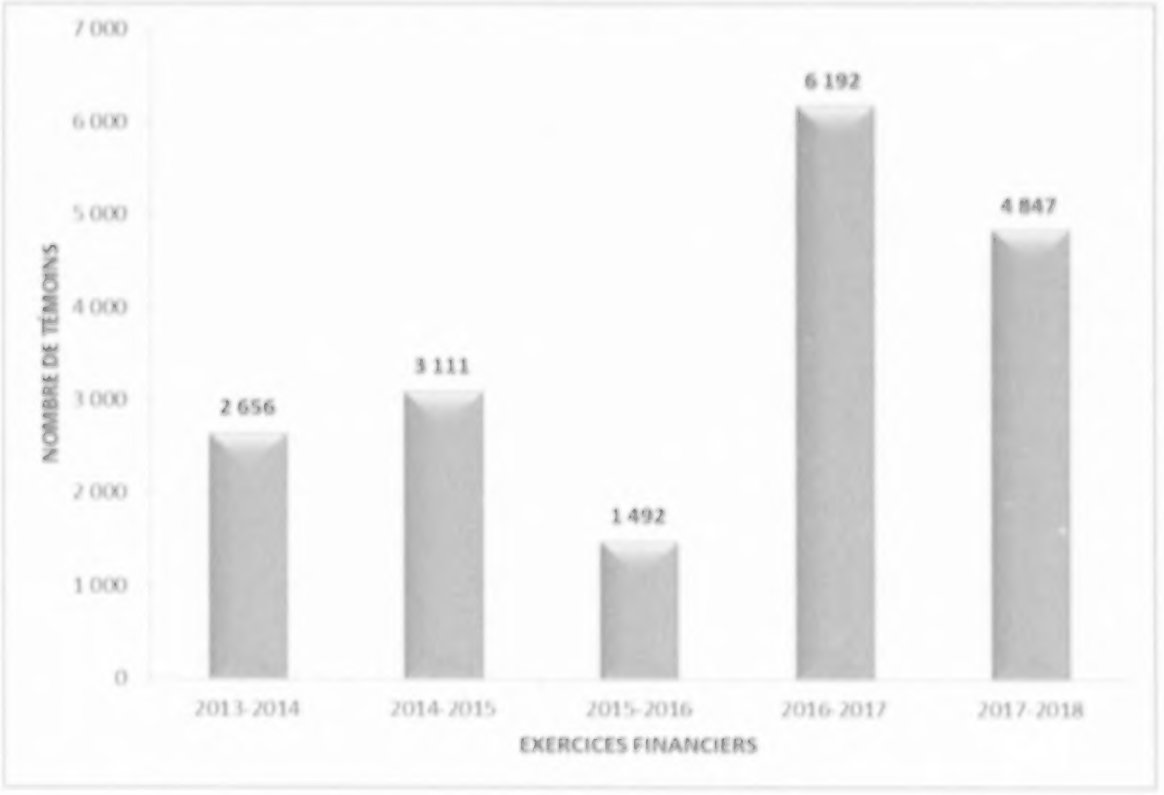


SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DES COMITÉS POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES FINANCIERS (SUITE)

TÉMOINS DE COMITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

TYPE	NOMBRE DE TÉMOINS				
	2013–2014	2014–2015	2015–2016	2016–2017	2017–2018
Permanents	2 594	3 111	1 429	5 381	4 847
Législatifs	-	-	-	-	-
Spécieux	62	-	2	811	-
Mixtes Spécieux	-	-	61	-	-
TOTAL	**2 656**	**3 111**	**1 492**	**6 192**	**4 847**

TABLEAU 7 – COMPARAISON DU NOMBRE DE TÉMOINS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES



SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DES COMITÉS POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES FINANCIERS (SUITE)

RÉUNIONS DES COMITÉS PAR TYPE D'ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

** Les tableaux suivants incluent tous les types de comités. Les réunions durant lesquelles plus d'un ordre de renvoi a été étudié ont été comptées à titre de réunion pour chaque type d'ordre de renvoi. Il est donc possible que le nombre total de réunions par ordre de renvoi soit supérieur au nombre total de réunions qui ont eu lieu.*

TYPE D'ORDRE DE RENVOI	NOMBRE DE RÉUNIONS PAR TYPE					POURCENTAGE DE RÉUNIONS PAR TYPE				
	13/14	14/15	15/16	16/17	17/18	13/14	14/15	15/16	16/17	17/18
Ordre de renvoi – Chambre	57	53	21	106	46	4,8	5,6	3	5,2	3,7
Articles du Règlement 108 (2), (3) et (4)	435	505	287	1 033	610	36,6	41,5	41,2	50,6	49,2
Rapports et états	35	6	2	27	10	2,9	0,5	0,3	1,3	0,8
Budget des dépenses	61	44	53	68	37	5,1	3,5	7,6	3,3	3
Nominations par décret	3	8	3	2	6	0,3	0,8	0,4	0,1	0,5
Législation	115	175	43	109	141	9,7	16,5	6,2	5,3	11,4
Consultations prébudgétaires	9	14	11	19	17	0,8	1,7	1,6	0,9	1,4
Questions inscrites au Feuilleton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réponses aux pétitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travaux du comité	408	353	223	666	352	34,3	28,9	32	32,6	28,4
Élection de présidents et vice-présidents	66	13	54	12	21	5,6	1,2	7,7	0,6	1,6
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL*	**1 189**	**1 171**	**697**	**2 042**	**1 240**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DES COMITÉS POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES FINANCIERS (SUITE)

RAPPORTS DE COMITÉS PAR TYPE D'ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

TYPE D'ORDRE DE RENVOI	NOMBRE DE RAPPORTS PAR TYPE					POURCENTAGE DE RAPPORTS PAR TYPE				
	13/14	14/15	15/16	16/17	17/18	13/14	14/15	15/16	16/17	17/18
Ordre de renvoi – Chambre	4	10	4	6	8	3,2	15,2	3,7	3,5	4,1
Articles du Règlement 108 (2), (3) et (4)	34	46	41	77	86	27,4	26,1	38,3	44,8	43,9
Rapports et états	9	2	-	3	3	7,3	0,9	-	1,7	1,5
Budget des dépenses	27	36	35	38	39	21,8	15,8	32,7	22,1	19,9
Nominations par décret	3	8	-	-	7	2,4	4,4	-	-	3,6
Législation	32	43	18	35	37	25,8	25,4	16,8	20,3	18,9
Consultations prébudgétaires	1	1	2	1	2	0,8	0,6	1,9	0,6	1
Questions inscrites au Feuilleton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réponses aux pétitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travaux du comité	3	3	2	3	4	2,4	0,9	1,9	1,7	2
Sélection des membres des comités	11	6	5	9	10	8,9	10,7	4,7	5,2	5,1
Autres	-	-	-	-		-	-	-	-	-
TOTAL	**124**	**155**	**107**	**172**	**196**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Un exemplaire du procès-verbal pertinent (réunion n° 10) est déposé.

Respectueusement soumis,

La présidente,

L'hon. Judy A. Sgro